

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1914.

1° Projet de loi portant revision des pensions des militaires en dessous du grade d'officier, y compris ceux de la gendarmerie.

2° Proposition de loi revisant les lois sur les pensions militaires.

3° Proposition de loi modifiant les règles établies pour les pensions des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COCQ.

MESSIEURS,

La situation digne d'intérêt des anciens serviteurs du pays, ayant appartenu à l'armée, a maintes fois été signalée au Parlement depuis près d'un quart de siècle. A plusieurs reprises, le Gouvernement fut invité à prendre l'initiative du dépôt d'un projet de revision des pensions militaires par des membres siégeant tant à droite qu'à gauche de cette Chambre.

Le 16 février 1906, M. Colfs, déclarant qu'il se voyait forcé d'user de son initiative parlementaire en présence du retard apporté au dépôt du projet du Gouvernement, déposa avec MM. Maenhaut, Mabilie, Lefebvre, Gravis et Thienpont une proposition de loi revisant la législation concernant toutes les pensions militaires (3).

Aucune solution n'étant intervenue, malgré de nombreux rappels, un autre membre de l'assemblée, M. Jourez, déposa, le 2 février 1910, avec M. Giroul, une nouvelle proposition visant spécialement les pensions des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie (4).

(1) Projet de loi, n° 98 de 1909-1910.

Propositions de loi, n° 88 de 1905-1906 et n° 68 de 1909-1910.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. J. Delbeke, de Ghellinck d'Elseghem, Cocq, Monville, Braun et Jourez.

(3) N° 88 (session 1905-1906).

(4) N° 68 (session 1909-1910).

Enfin, le Gouvernement, sollicité d'une manière de plus en plus pressante, tant à la Chambre qu'au Sénat, notamment par MM. Cocq, Monville et De Lannier, se décida au dépôt d'un projet dans la séance du 1^{er} mars 1910 (1).

Ce projet, scindant de façon assez peu opportune la question des pensions de l'armée, ne portait revision que de celles des militaires en dessous du grade d'officier.

Ce n'est que l'année suivante et après de nouveaux rappels, que fut déposé, à la séance du 20 juin 1911, le complément nécessaire, c'est-à-dire le projet portant revision des pensions des officiers. Celui-ci, contrairement à ce que nous attendions et malgré une motion formelle de M. Monville, tendante à le voir soumettre à l'examen de notre section, fut renvoyé à une autre section centrale, alors qu'il eût été plus pratique et plus expéditif de faire étudier et rapporter les deux projets par une même commission. Si cette procédure avait été suivie, le présent rapport aurait visé l'ensemble de la question des pensions militaires, qui aurait ainsi reçu sa solution complète à bref délai. Il n'a pas dépendu de nous qu'il n'en soit ainsi.

*
* *

Le projet du Gouvernement relatif aux pensions militaires en dessous du grade d'officier, déposé le 1^{er} mars 1910, fut bientôt après l'objet de l'examen des sections, en même temps que les projets Colfs et Jourez. Tous trois reçurent, dans leur ensemble, un accueil favorable de la part des six sections de la Chambre qui laissèrent à la section centrale le soin de les examiner plus en détail et d'en combiner, si possible, les diverses dispositions.

Celle-ci procéda, en de nombreuses séances, à l'étude approfondie des multiples questions que comporte la matière et des nouvelles dispositions légales soumises à son appréciation. Les auteurs de projets, MM. Colfs et Jourez, ayant fourni toutes les explications utiles à l'appui de leurs propositions, la section estima qu'il y aurait intérêt à ce que M. le Ministre de la Guerre, auteur du projet du Gouvernement, vint exposer et défendre celui-ci, ou du moins se fît représenter par un délégué. Il fut fait droit à ce désir. M. le Ministre désigna, pour le représenter, un fonctionnaire de son Département, qui fournit avec compétence et empressement tous les éclaircissements demandés.

La section centrale, après mûr examen de tous les éléments mis à sa disposition, décida d'abord, à l'unanimité de ses membres, que la refonte, proposée par M. Jourez, des règles établies pour la fixation des pensions de la gendarmerie (liquidation sur la base de 1/30^e par année de service de la moyenne du traitement des cinq dernières années) pourrait difficilement recevoir une solution favorable. Elle comportait l'assimilation des pensions des gendarmes aux pensions civiles; elle entraînait un remaniement complet de la législation sur les pensions militaires et risquait de retarder longtemps

(1) N° 98 (session 1909-1910).

encore la réforme des taux des pensions, attendue impatiemment par les intéressés. L'assimilation des gendarmes aux fonctionnaires civils soulevait, au surplus, une question de principe assez grave, qui provoquerait des débats importants. Bref, tout en partageant en principe la manière de voir de l'honorable M. Jourez, la section trouva plus opportun de chercher à réaliser par d'autres mesures l'amélioration du régime actuel désirée par tous.

La proposition Colfs comportait une solution complète de toute la question des pensions militaires. Il fallut en détacher d'abord tout ce qui concernait les pensions des officiers, celles-ci échappant à la compétence de notre section centrale. D'autres dispositions apparurent comme étant de nature à compliquer et à retarder la solution du problème. En revanche, certaines considérations, soulevées dans les développements précédant le projet et certaines mesures proposées par celui-ci rencontrèrent un accueil favorable. Elles seront indiquées dans la suite de ce rapport.

Le projet du Gouvernement, plus précis et mieux ordonné, mais trouvé unanimement insuffisant au point de vue de l'amélioration des tarifs actuels, fut jugé le plus apte à servir de base à une discussion détaillée et à l'élaboration de propositions nouvelles répondant aux nécessités. C'est en conséquence le projet du Gouvernement, fortement amendé, que nous avons l'honneur de proposer à la Chambre d'adopter.

*
* *

Avant de résumer les considérations qui ont prévalu au sein de la section centrale dans l'examen de chacun des articles de ce projet et de faire connaître les amendements proposés par l'unanimité des membres de celle-ci, nous croyons devoir rappeler les principales dispositions actuellement en vigueur, relatives aux pensions militaires, dispositions faisant l'objet de la revision soumise au Parlement.

*
* *

La matière des pensions militaires est régie principalement : 1° par la loi du 24 mai 1838 modifiée, notamment en ce qui concerne les tarifs, par celles du 14 mars 1880 et du 23 mai 1888; 2° par celle du 27 mai 1840.

La première concerne les *pensions de retraite*, soit pour ancienneté de service (titre I), soit pour cause de blessures ou d'infirmités (titre II), ainsi que les pensions et secours des veuves et orphelins (titre III).

La seconde traite des *pensions de réforme*.

Aux termes de la loi du 24 mai 1838, toujours en vigueur, les pensions de retraite *pour ancienneté* sont octroyées de droit à tous les militaires âgés de 55 ans et ayant 40 années de services (art. 1^{er}).

Elles peuvent également être octroyées d'office à ceux qui, après trente années de service, sont reconnus hors d'état de servir, ou, sur leur demande, à ceux qui ont quarante ans de service ou 55 ans d'âge (art. 2).

Quant aux pensions de retraite *pour cause de blessures ou d'infirmités*,

elles sont accordées de droit, sans conditions d'âge ou de durée, si elles sont graves et incurables et sont reconnues provenir du service (art. 6).

La loi fait toutefois une distinction entre : 1° les blessures ou infirmités ayant occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage d'un ou de plusieurs membres, lesquelles ouvrent un droit immédiat à la pension (art. 7), et 2° les cas moins graves ne donnant lieu à l'obtention de la pension que sous les conditions suivantes :

POUR L'OFFICIER : si elles le mettent hors d'état de pouvoir servir activement et lui ôtent la possibilité de rentrer ultérieurement au service ;

POUR les NON-OFFICIERS : si elles les mettent hors d'état de servir et de pourvoir à leur subsistance (art. 8).

Cette dernière condition a souvent fait l'objet de critiques justifiées ; nous y reviendrons.

La loi du 24 mai 1838 établit ensuite les règles à suivre pour la fixation du taux des pensions.

A. En ce qui concerne les pensions pour ancienneté de service, le tarif qui y est annexé porte, dans une 1^{re} colonne, le *medium* acquis après trente années de service ; dans une 2^e colonne, le *taux d'accroissement* dont ce *medium* est susceptible pour chaque année en sus de trente années, et, dans une 3^e colonne, le *maximum* à atteindre après quarante années de service (art. 12 et 13).

Une augmentation d'un cinquième est, en outre, octroyée à tout gradé ayant douze années d'activité dans son grade (art. 17). Ces conditions ont été modifiées favorablement par les lois du 25 février 1842 et du 2 juillet 1896. De plus, la loi interprétative du 9 avril 1841 en a étendu le bénéfice aux pensions pour cause de blessures ou d'infirmité. L'article 4 du projet du Gouvernement, nous le verrons ci-après, y propose de nouvelles améliorations.

B. Quant aux pensions pour cause de blessures ou d'infirmités, la loi fixe comme suit leurs divers taux.

Pour la cécité ou l'amputation, c'est le maximum de la pension pour ancienneté, augmentée de moitié (art. 18). Le chiffre est porté à la 4^e colonne du tableau.

Pour l'amputation d'un membre ou la perte absolue de l'usage de deux membres, les chiffres des pensions des sous-officiers, caporaux et soldats portés dans la 5^e colonne du tableau sont supérieurs au maximum pour ancienneté. Ils sont encore susceptibles d'une augmentation d'un quart après vingt ans de service (art. 19).

Pour les blessures ou infirmités ayant occasionné la perte de l'usage d'un membre, ce sont également les taux portés à la 5^e colonne. Ils sont susceptibles d'une augmentation d'un dixième après trente ans de service (art. 20).

Enfin, pour les blessures ou infirmités moins graves, mais qui mettent néanmoins le militaire dans la position prévue par l'article 8, les taux sont portés à la 6^e colonne.

Après vingt ans de service, cette pension est susceptible d'accroissement

pour chaque année de service (voir colonne 7), de manière à atteindre à quarante ans de service le maximum porté à la huitième colonne (art. 21).

Enfin la neuvième colonne porte les chiffres des pensions et secours des veuves et orphelins.

Telles sont les principales dispositions de la loi du 24 mai 1838.

Quant à la loi du 27 mai 1840 sur les *pensions de réforme*, elle dispose que tout militaire âgé de 55 ans a droit à une pension de ce genre lorsqu'il se trouve dans le cas de l'article 8 prérappelé de la loi de 1838, par suite de blessures ou d'infirmités n'ayant pas le caractère de celles indiquées à l'article 6 susvisé de la dite loi, et pourvu qu'il soit constaté que les causes de ces blessures ou infirmités sont indépendantes de sa volonté (art. 1^{er}).

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi de 1838, rappelés ci-dessus, mais avec une réduction de $\frac{1}{3}$ du montant de la pension calculée sur ces bases (art. 3).

*
* *

Nous allons maintenant préciser et justifier sommairement les résolutions prises, article par article, concernant le projet du Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier du projet du Gouvernement, en son alinéa premier, modifie l'article premier de la loi du 23 mai 1888 en réglant le taux des pensions de retraite des militaires en dessous du grade d'officier, conformément à un nouveau tarif annexé au projet.

Dans son deuxième alinéa, cet article dispose que, pour les militaires ayant bénéficié des avantages de la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération des miliciens, la pension subira une réduction égale à 2 p. c. du total des sommes (non compris les intérêts) qui auront été déposées en son nom à la caisse d'épargne jusqu'à la fin du trimestre précédant sa mise à la retraite. En ce qui concerne les militaires mariés, le montant des dépôts est évalué sur le pied des versements stipulés pour le célibataire du même grade.

Enfin, dans le troisième alinéa, il est prescrit que le taux de la pension ainsi calculé ne peut en tous cas être inférieur à celui déterminé par application de la loi actuellement en vigueur.

*
* *

Le tarif annexé au projet du Gouvernement, comme d'ailleurs tous ceux annexés aux lois antérieures, ne tient compte que des quatre grades suivants comme servant de base à la classification des pensions : adjudant et assimilés ; sous-officier et assimilés ; caporal et assimilés ; soldat et assimilés.

La section centrale, dans une pensée d'équité, a estimé, à l'unanimité de ses membres, qu'il y a lieu de tenir compte d'un grade intermédiaire entre les deux premiers, celui de sergent-major (et assimilés) et de créer ainsi cinq classes de pensions au lieu de quatre.

Quant aux taux des diverses pensions, la section a jugé que les chiffres proposés par le Gouvernement ne constituent pas une amélioration suffisante de la situation actuelle. Elle a décidé, également à l'unanimité, de proposer à la Chambre de les majorer dans une mesure assez sensible, conformément au tableau joint au présent rapport (v. page 20).

Pour la clarté de la discussion, nous avons indiqué, dans ce tableau, pour chacune des catégories de pensions et dans chaque colonne, les trois chiffres suivants, réunis par une accolade : celui du tarif en vigueur, celui du tarif proposé par le Gouvernement et celui du tarif proposé par la section centrale.

Nous avons, en outre, en ce qui concerne les pensions de retraite pour ancienneté de service, ajouté deux colonnes au tableau du projet du Gouvernement. Celui-ci ne donne que le chiffre de la pension médium à 30 ans de service actif et de la pension maximum à 40 ans. La section centrale a pensé qu'il y avait lieu d'indiquer aussi le chiffre de la pension minimum à 20 ans de service et de fixer des taux d'accroissement différentiels entre 20 et 30 ans de service et entre 30 et 40 ans. Ces derniers taux sont plus élevés que les premiers et tiennent compte plus largement de la durée des services rendus. Les deux nouvelles colonnes proposées sont indiquées par les lettres *A* et *B*; les autres conservent les numéros qui leur sont donnés dans la législation en vigueur.

* * *

Indépendamment de ces modifications apportées au tarif proposé par le Gouvernement, la section a été d'avis que les alinéas 2 et 3 de l'article 1^{er} doivent disparaître. Rappelons qu'ils sont rédigés comme suit :

« Toutefois, la pension du militaire ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit une réduction égale à 2 p.c. du total des sommes (intérêts non compris) qui, jusqu'à la fin du trimestre précédant sa mise à la retraite, ont été déposées, en son nom, à la Caisse d'épargne, en exécution de ladite loi. Pour le militaire marié, le montant de ces dépôts est évalué sur le pied des versements stipulés pour le célibataire du même grade que l'intéressé.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut, néanmoins, être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure. »

La proposition de réduire la pension des militaires ayant joui de la rémunération en matière de milice ne nous a pas paru justifiée. Cette rémunération constitue la propriété des bénéficiaires, et le fait qu'une partie en est versée à la Caisse d'épargne pour assurer une rente aux intéressés ne change rien à ce principe.

Le Département de la Guerre, pour expliquer l'introduction dans la loi de cette disposition nouvelle, invoque diverses considérations et notamment le principe qu'il n'est pas permis de cumuler une pension et une rente de la Caisse d'épargne et de retraite de l'État pour les mêmes services. Ce cumul n'est cependant pas expressément interdit sous le régime de la loi actuelle.

On fait, en outre, grand état de l'importance des rentes éventuelles dont les intéressés seraient appelés à bénéficier s'ils déposaient volontairement à la Caisse d'épargne la totalité ou la quasi totalité des sommes provenant de la rémunération de milice. Ce raisonnement est fondé sur une hypothèse irréalisable, surtout en ce qui concerne les militaires mariés, qui ont à faire face à des charges de famille absorbant la plupart du temps les sommes provenant de la rémunération mises à leur disposition.

La Section repousse également, comme injuste, la disposition de l'article 1^{er} qui stipule que pour les militaires mariés le montant des dépôts sur lesquels la réduction sera opérée est évaluée non pas d'après les versements réellement effectués à la Caisse d'épargne, mais sur le pied des versements mentionnés pour les célibataires du même grade.

Un exemple fera saisir immédiatement l'injustice de cette stipulation. Les sous-officiers rengagés ont droit à une rémunération mensuelle de 50 francs par mois. Les célibataires touchent 10 francs et les 40 francs restants sont versés à la Caisse d'épargne, tandis que les mariés touchent 40 francs et 10 francs seulement sont versés à la Caisse d'épargne. Le Gouvernement propose de calculer la réduction de 2 p. c. à effectuer sur la pension des sous-officiers mariés non pas sur la base des sommes versées par eux à la Caisse d'épargne, mais sur la base des sommes qui auraient été versées s'ils étaient célibataires. C'est absolument inadmissible.

Au surplus, pour permettre à la Chambre d'apprécier en pleine connaissance de cause les deux thèses opposées, nous joignons en annexe à ce rapport la note qui nous a été remise par le Département de la Guerre pour justifier sa manière de voir (voir page 22).

Nous n'avons pu nous ranger à celle-ci. La mesure est de nature à réduire les avantages du nouveau tarif dans de telles proportions que le chiffre nouveau de la pension pourrait être inférieur au chiffre actuel. C'est tellement vrai que le Gouvernement se voit obligé d'ajouter dans l'alinéa 5 de son article 1^{er} : « Le taux de la pension ainsi calculée ne peut néanmoins être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure ». La suppression du deuxième alinéa entraîne nécessairement celle du troisième.

* *

La Section centrale propose, en conséquence, de ne maintenir de l'article 1^{er} du projet du Gouvernement que le premier alinéa rédigé comme suit :

« Par modification à la loi du 25 mai 1888, les pensions de retraite des militaires en dessous du grade d'officier sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi. »

* *

ART. 2.

L'article 2 du projet du Gouvernement modifie l'article 5 de la loi du 27 mai 1840 sur les pensions de réforme.

Celles-ci se calculent en réduisant d'un cinquième le taux des pensions,

accordées en vertu des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838, pour blessures ou infirmités mettant les militaires (en dessous du grade d'officier) hors d'état de servir et de pourvoir à leur subsistance.

Le Gouvernement propose d'opérer la réduction d'un cinquième sur le montant de la pension fixée par le tarif, mais après avoir effectué la réduction prévue à l'article 1^{er}, alinéa 2, en ce qui concerne les militaires ayant bénéficié de la rémunération de milice.

La section centrale ayant repoussé cette réduction estime qu'il n'y a pas lieu d'adopter l'article 2 du projet tel qu'il est libellé.

Elle propose de la rédiger comme suit :

« L'article 5 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

» Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} ci-dessus en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée. »

*
* *

ART. 3.

L'article 5 du projet du Gouvernement modifie le tarif des pensions et secours accordés aux veuves et orphelins des militaires en dessous du grade d'officier, tel qu'il était établi par l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1830.

La section centrale estime qu'il y a lieu d'augmenter, dans une certaine mesure, les taux proposés, et ce conformément au tarif joint au présent rapport (9^e colonne).

*
* *

ART. 4.

L'article 4 du projet du Gouvernement accorde à tout sous-officier, brigadier ou caporal, une augmentation proportionnée au nombre d'années d'activité dans leur grade; cette augmentation est respectivement de 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 p. c. pour 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 années d'activité dans le grade.

Le principe de cette augmentation était reconnu par les dispositions légales antérieures (loi du 24 mai 1838, art. 17; loi du 9 avril 1841, art. 1^{er}; loi du 25 février 1842, art. 1^{er}; loi du 2 juillet 1896, art. 1^{er}). Les modalités d'application seules étaient différentes.

La section centrale se rallie à la proposition du Gouvernement, qui constitue une amélioration de la législation en vigueur.

*
* *

ART. 5.

L'article 5 du projet du Gouvernement est une disposition nouvelle. Il applique aux membres du corps de la gendarmerie toutes les dispositions des articles antérieurs; il accorde, en outre, à ceux qui sont revêtus d'un grade supérieur à celui de maréchal des logis, certaines majorations pour chaque année complète d'activité passée dans le corps à partir du 1^{er} octobre 1902.

Ces majorations sont de 15 francs pour les adjudants, de 10 francs pour les premiers maréchaux des logis chefs et les maréchaux des logis chefs et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis-fourriers.

Le Gouvernement en justifie le principe « par les titres tout particuliers qu'ont les membres du corps de la Gendarmerie à la bienveillance du pays, en raison des exigences de leur mission spéciale qui les expose non seulement à de grands dangers, mais encore à toutes les intempéries et à des accidents sans nombre. »

La section centrale ne peut que faire siennes ces judicieuses considérations, mais elle estime que pour ne pas créer aux vieux gradés une situation par trop inférieure, il y aurait lieu de tenir compte de toutes les années de service et de ne pas se borner à porter en ligne de compte les années de services passées dans le corps à partir du 1^{er} octobre 1902.

Les anciens du corps de la gendarmerie qui seront bientôt atteints par la limite d'âge n'ont joui, en effet, dans le passé, que d'une solde très réduite.

Quant aux augmentations de traitement accordées aux gendarmes en octobre 1902 et qu'on invoque pour justifier la disposition que nous critiquons, elles sont très inférieures au montant de la rémunération allouée aux sous-officiers et soldats de l'armée.

La section propose, en conséquence, de supprimer dans l'article 5 les mots « à partir du 1^{er} octobre 1902 ».

Elle propose, en outre, d'assimiler les premiers maréchaux des logis chefs aux adjudants pour la rémunération spéciale dont s'agit dans cet article 5, à raison, notamment, de l'importance de leur commandement.

*
* *

ART. 6.

L'article 6 du projet du Gouvernement dispose que les pensions et secours existants seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles 1 à 4, et que cette revision sortira ses effets à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date de la publication de la loi.

La section centrale estime que la revision doit se faire conformément à toutes les dispositions nouvelles du projet, c'est-à-dire des articles 1 à 5 et non 1 à 4.

Elle a été également d'avis qu'eu égard aux retards apportés à la solution de la question des pensions militaires, par suite de circonstances diverses sur lesquelles il est inutile de revenir, il est équitable de donner à cette mesure un effet rétroactif.

Elle propose donc de décider que cette revision sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1911.

Elle invoque à l'appui de cette manière de voir le précédent de la loi du 14 mars 1880, concernant l'augmentation des pensions militaires et qui portait en son article 4 : « Cette revision produira ses effets à partir du 1^{er} juillet 1879. »

*
* *

ART. 7.

L'article 7 du projet du Gouvernement fixe le crédit nécessaire pour couvrir les frais de la revision prescrite par l'article 6. Ce crédit, qui est de 10,000 francs, devra être majoré si les propositions de la section centrale sont admises. Il appartient au Gouvernement d'en déterminer le montant éventuel. Nous proposons de dire : « Un crédit non limitatif. »

*
* *

Indépendamment des dispositions proposées par le Gouvernement pour reviser la loi du 24 mai 1838, la section centrale était saisie, nous l'avons dit, d'une série d'autres propositions figurant dans le projet de l'honorable M. Colfs.

L'une d'elles a rencontré son adhésion unanime. C'est celle qui consiste à reviser le texte 8 de la dite loi auquel nous avons déjà fait allusion plus haut.

Cet article est ainsi conçu : « Dans les cas moins graves, elles ne donnent lieu à l'obtention de la pension que sous les conditions suivantes :

» 1^{re} Pour l'officier si elles le mettent hors d'état de pouvoir servir activement et lui ôtent la possibilité de rentrer ultérieurement au service.

» 2^e Pour les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats, si elles les mettent hors d'état de servir et de pouvoir à leur subsistance ».

La section centrale propose d'abolir cette distinction injuste entre l'officier et le non-officier et de remplacer l'article 8 par le suivant :

« Dans les cas moins graves, elles ne donnent lieu à l'obtention de la pension que si elles mettent les militaires hors d'état de servir activement et leur ôtent la possibilité de rentrer ultérieurement au service. »

Cet amendement pourrait figurer dans la loi nouvelle immédiatement après l'article 1^{er}.

Son adoption ferait disparaître l'abus signalé maintes fois, des pensions provisoires allouées aux lieu et place de la pension ordinaire, définitive et irrévocable, à des militaires qui ont le droit de prétendre à celle-ci.

Les mots « pourvoir à leur subsistance » sont interprétés, en effet, d'une façon draconienne. Dès qu'un soldat est capable de gagner un salaire quelconque, on lui refuse ou on lui supprime la pension. Cela est contraire à l'esprit de la loi et aux travaux préparatoires. Mais la jurisprudence administrative ne changera que par une modification expresse de l'article 8.

*
* *

Telles sont les conclusions auxquelles se sont unanimement ralliés les membres de la section centrale.

Nous avons en conséquence l'honneur de proposer à la Chambre d'adopter le projet du Gouvernement avec les divers amendements indiqués ci-dessus, conformément au texte et au tableau joints au présent rapport.

Le Rapporteur,

FERNAND COCQ.

Le Président,

E. NERINCX.

Texte proposé par le Gouvernement

et

Texte proposé par la section centrale.

Projet du Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Par modification à la loi du 23 mai 1888, les pensions de retraite des militaires en dessous du grade d'officier sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension du militaire ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit une réduction égale à 2 p. c. du total des sommes (intérêts non compris qui, jusqu'à la fin du trimestre précédant sa mise à la retraite, ont été déposées en son nom, à la Caisse d'épargne, en exécution de ladite loi. Pour le militaire marié, le montant de ces dépôts est évalué sur le pied des versements stipulés pour le célibataire du même grade que l'intéressé.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut, néanmoins, être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure.

Ontwerp der Regeering.

ARTIKEL 1.

Bij wijziging der wet van 23 Mei 1888, worden de rustpensioenen der militairen beneden den rang van officier geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegd tarief.

Er wordt echter op het pensioen van den militair, die de voordeelen genoten heeft, verleend door de wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, eene vermindering gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip van de interesten) welke tot op het einde van den trimester vóór zijne oppensioenstelling, in zijnen naam in de Algemeene Spaarkas gestort geweest is, in uitvoering van gemelde wet. Het bedrag dezer gestorte som voor den gehuwden militair wordt berekend op voet van de stortingen bepaald voor den ongehuwden militair van denzelfden graad als de belanghebbende.

Evenwel mag het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing van de vorige wet.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL 1.

Remplacer le tableau du projet du Gouvernement par le tableau ci-annexé.

De bij het ontwerp der Regceering behorende tabel te vervangen door de hierbijgevoegde tabel.

Supprimer les 2^e et 3^e alinéas.

Het 2^{de} en het 3^{de} lid te doen wegvallen.

ART. 1bis.

ART. 1bis.

L'article 8 de la loi du 24 mai 1838 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas moins graves, elles (les blessures ou infirmités) ne donneront lieu à l'obtention de la pension que si elles mettent les mi-

Artikel 8 der wet van 24 Mei 1838 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

« In de min erge gevallen, geven zij (de verwondingen of gebrekkelijkheden) dan alleen aanleiding tot het bekomen van pensioen, wanneer

Texte proposé par le Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 2.

L'article 5 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 27 mai 1858 et de l'article 1^{er} (1^{er} du 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 (colonne 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

ART. 5.

Le tarif arrêté par la loi du 14 mars 1880, en ce qui concerne les pensions et secours accordés aux veuves et orphelins de militaires en dessous du grade d'officier en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, est abrogé et remplacé par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1858 (art. 17), du 9 avril 1841 (art. 1^{er}), du 25 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée, d'après l'article 1^{er} de la présente loi, à tout sous-officier, brigadier ou caporal, est augmentée respectivement de 4,

ART. 2.

Artikel 5 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1858 en van bovenstaande artikel 1 (1^e en 2^e alinea's), door vermindering met een vijfde van het bedrag van het aldus berekend pensioen.

Het pensioen mag echter niet minder zijn dan dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 23 Mei 1888 (kolommen 6, 7 en 8), verminderd met een vijfde.

ART. 5.

Het tarief vastgesteld bij de wet van 14 Maart 1880, betrekkelijk de pensioenen en hulpgelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen beneden den graad van officier, krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, wordt ingetrokken en vervangen door het tarief (9^e kolom) gevoegd bij deze wet.

ART. 4.

Bij wijziging der wetten van 24 Mei 1858 (art. 17), van 9 April 1841 (art. 1), van 25 Februari 1842 (art. 1) en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen, verleend, volgens artikel 1 dezer wet, aan elk onderofficier, brigadier of korporaal, vermeerderd onderscheiden-

Texte proposé par la section centrale.

—
litaires hors d'état de servir active-
ment et leur ôtent la possibilité de
rentrer utilement au service. »

ART. 2.

Supprimer les mots entre paren-
thèses (1^{er} et 2^e alinéas.)

Supprimer le 3^e alinéa

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

—
zij de militairen buiten staat stellen
werkelijk dienſt te doen en het
hun onmogelijk maken later weder
dienſt te nemen. »

ART. 2.

De tusschen twee haakjes ge-
plaatste woorden : « 1^e en 2^e alinea »
te doen wegvallen.

Het 3^e lid te doen wegvallen.

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

Texte proposé par le Gouvernement.

6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 p. c., lorsque les intéressés comptent deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf et dix années d'activité dans leur grade.

ART. 5. (Disposition nouvelle.)

Les taux des pensions conférées aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie ainsi qu'aux gendarmes sont calculés suivant les stipulations des articles 1^{er}, 2 et 4 ci-dessus, et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie (à partir du 1^{er} octobre 1902), ces taux sont majorés de 15 francs pour les adjudants sous-officiers, de 10 francs pour les premiers maréchaux des logis-chefs et les maréchaux des logis-chefs et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis-fourriers.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles 1 à 4.

Cette révision sortira ses effets à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 7.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de 10,000 francs pour couvrir les frais à résulter de

Ontwerp der Regering.

lijk met 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 en 20 t. h., wanneer de belanghebbers twee, drie, vier, vijf, zes, zeven, acht, negen en tien jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen.

ART. 5 (Nieuwe bepaling).

Het bedrag der pensioenen verleend aan de onderofficieren en brigadiers der gendarmerie alsmede aan de gendarmen wordt berekend volgens de bepalingen van bovenstaande artikelen 1, 2 en 4, en, bovendien, wordt dit bedrag, voor ieder voltrokken tijdperk van één jaar werkelijken dienst bij het korps der gendarmerie overgebracht, (te rekenen van 1 October 1902) vermeerderd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficieren, met 10 fr. voor de eerste opperwachtmeesters en de opperwachtmeesters, en met 5 frank voor de eerste wachtmeesters en wachtmeesters-fourriers.

ART. 6.

De pensioenen en de hulpgelden bestaande op het oogenblik van het van kracht worden dezer wet zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van de artikelen 1 tot 4.

Deze herziening zal in werking treden te rekenen van af den eersten dag van den trimester volgende op den datum der bekendmaking.

ART. 7.

Een krediet van 10,000 frank wordt geopend bij het Departement van Financiën om de kosten te dek-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 5.

Supprimer les mots : « à partir du 1^{er} octobre 1902. »

Rédiger comme suit la fin de l'article :

« Ces taux sont majorés de 15 francs pour les adjudants sous-officiers *et les premiers maréchaux des logis-chefs*, de 10 francs pour les *maréchaux des logis-chefs* » (le reste comme à l'article).

ART. 6.

Au lieu des mots : « des articles 1 à 4 », dire : « ci-dessus ».

Au lieu de « à partir du premier jour, etc... » dire : « à partir du 1^{er} janvier 1911... »

ART. 7.

Au lieu de : « un crédit de 10,000 francs » dire : « un crédit *non limitatif* ».

ART. 5.

De woorden : « te rekenen van af 1 October 1902 » te doen wegvallen.

Het vervolg van het artikel aldus te doen luiden.

« Dit bedrag wordt vermeerderd met 15 frank voor de adjudant-onderofficieren *en de eerste opperwachtmeesters*, met 10 frank voor de opperwachtmeesters... » (het overige zooals in het artikel).

ART. 6.

In plaats van de woorden : « overeenkomstig de nieuwe bepalingen van de artikelen 1 tot 4 », te lezen : « overeenkomstig bovenstaande nieuwe bepalingen ».

In plaats van de woorden : « te rekenen van af den eersten dag », te lezen : « te rekenen van 1 Januari 1911 ».

ART. 7.

In plaats van de woorden : « Een krediet van 10,000 frank », te lezen : « Een *niet beperkend* krediet ».

Texte proposé par le Gouvernement.

la revision prescrite par l'article 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique pour l'exercice 1910 à titre de dépense exceptionnelle.

Ontwerp der Regeering.

ken voortspruitende uit de herziening, voorgeschreven bij artikel 6.

Dit krediet zal gevoegd worden bij de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1910, ten titel van uitzonderlijke uitgave.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeling

N. B. — Dans chaque colonne le premier des trois chiffres réunis par une accolade est celui du tarif actuel; le deuxième est celui du tarif proposé par le Gouvernement; le troisième est celui proposé par la Section centrale.

GRADES	PENSION DE RETRAITE pour ancienneté de service. (Art. 1 et 2)					PENSION DE RETRAITE pour cause de blessures et infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.					Pension des veuves et secours aux orphelins.
	Minimum à 20 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service, y compris les campagnes de guerre.	Médium à 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service, y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans, y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres. (Art. 18)	Amputation d'un membre; perte ab- solute de l'usage d'un ou de deux mem- bres; blessures ou infirmités équiva- lentes à la perte de l'usage d'un mem- bre. (Art. 19 et 20.	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'art. 8 de la loi du 24 mai 1838 (art. 21).			
								Minimum.	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.	Maximum à 40 an- campagnes comptées.	
A	B	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Adjudant-sous-officier et assimilés (commis de parquet et secrétaire-archi- viste avec rang d'adjudant-sous-officier; commis aux écritures du bataillon d'admini- stration; trompette-major de cavalerie; adjudant du matériel; maître-utancier; chef de musique non assimilé aux offi- ciers). Sous-officier de gendarmerie.	800	20	{ 566 670 1.000	{ 28.40 28 » 30 »	{ 850 930 1,500	{ 1,275 1,425 1,950	{ 830 930 1,500	{ 680 770 1.000	{ 8.50 9 » 15 »	{ 830 930 1,500	{ » 430 630
Premier-sergent-major; premier- maréchal-des-logis-chef; sergent-ma- jor; maréchal-des-logis-chef et assi- milés à ces grades (classe nouvelle proposée par la section centrale).	700	15	830	25 »	1,100	1,630	1.100	830	12.50	1,100	550
Premier-sergent; premier-maréchal-des- logis; sergent-fourrier; maréchal-des- logis-fourrier, sergent; maréchal-des- logis et assimilés à ces grades. Brigadier de gendarmerie et gendarme.	600	10	{ 420 520 700	{ 14 » 16 » 25 »	{ 560 680 930	{ 840 1,020 1,425	{ 700 790 930	{ 560 640 700	{ 7 » 7.50 12.50	{ 700 790 930	{ 224 310 475
Caporal; brigadier et assimilés à ces grades (premier-ouvrier tailleur, cordon- nier et bottier, maréchal-ferrant avec rang de brigadier; cadet caporal.	500	10	{ 328 420 600	{ 8.20 9 » 20 »	{ 410 500 800	{ 615 705 1,200	{ 500 600 800	{ 410 490 600	{ 4.50 5.50 10 »	{ 500 600 800	{ 172 260 400
Soldat et assimilés (clairon, trompette; élève-musicien; maréchal-ferrant; ou- vrier; cadet-soldat et pupille de l'armée âgé de plus de 16 ans) (1).	350	10	{ 274 368 450	{ 6.80 12 » 15 »	{ 312 480 600	{ 515 729 900	{ 480 530 600	{ 342 440 450	{ 6.90 7 » 7.50	{ 480 500 600	{ 152 240 300

(1) Les pensions des élèves de l'École Militaire sont réglées suivant le grade qu'ils occupent dans les contrôles de l'armée et celle des membres soldés du service des secours suivant le grade auquel ils sont assimilés par les arrières royaux déterminant leur rang hiérarchique.

N. B. — In elke kolom is het eerste van de door eene reekelade verbonden drie cijfers het cijfer van het bestaande tarief; het tweede, is dit van het tarief door de Begceering voorgesteld; het derde, is dit van het tarief voorgesteld door de Middenafdeeling.

GRADEN	Rustpensioenen naar 't aantal dienstjaren (art. 1 en 2).					Rustpensioenen ter oorziike van verwondingen of gebrekkelijkheden voortspruitende uit vermoedenissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.					PENSIOEN der weduwen en tijdelijke hulpgetden voor de wezen.
	Minimum na 20 jaar werke- lijken dienst.	Vermeerde- ring voor elk jaar dienst, veldtochten er in begrepen.	Medium na 50 jaar werke- lijken dienst.	Vermeerde- ring voor elk jaar dienst, veldtochten er in begrepen.	Maximum na 40 jaar, veldtochten er in begrepen.	Blindheid of afzetting van twee ledematen (art. 48.)	Afzetting van één lidmaat; volledig verlies van het gebruik van één of twee ledema- ten; wonden of gebrekelijkeh- den gelijkstaande met het verlies van het gebruik van één lidmaat (art. 49 en 20.)	Wonden of gebrekkelijkheden die den militair in een der gevallen stellen, voorzien bij art. 8 der wet van 24 Mei 1858 (art. 21).			
								Minimum.	Vermeer- dering voor elk jaar boven de 20 jaar.	Maximum na 40 jaar, veldtochten er in begrepen.	
A	B	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Adjutant-onderofficier en gelijkge- stelden (klerk van het parket en secre- taris-archivaris met rang van adjudant- onderofficier; klerk van het bataljon van administratie; trompeller-majoor der cavalerie; adjudant van het materieel; meestervuurwerker; muzikoverste niet gelijkgesteld met de officieren). Onder- officier der gendarmerie.	800	20	{ 566 670 1,000	{ 28.40 28 50	{ 850 950 1,500	{ 1,275 1,425 1,950	{ 850 950 1,500	{ 680 770 1,000	{ 8.50 9.00 15.00	{ 850 950 1,500	{ 750 650
Eerste sergeant-majoor; eerste op- perwachtmeester; sergeant-majoor; opperwachtmeester en gelijkgestelden met deze graden (nieuwe klas, door de Middenafdeeling voorgesteld).	700	15	850	25	1,100	1,650	1,100	850	12.50	1,100	550
Eerste sergvaant; eerste wachtmeester; sergeant-fourier; wachtmeester-four- rier, sergeant; wachtmeester en gelijk- gestelden met deze graden. Brigadier der gendarmerie en gendarm.	600	10	{ 420 520 700	{ 14 16 25	{ 560 680 950	{ 810 1,020 1,425	{ 700 790 950	{ 560 640 700	{ 7.00 7.50 12.50	{ 700 790 950	{ 224 510 475
Korporaal; brigadier en gelijkgestel- den met deze graden: eerste kleerma- kers-, schoenmakers- en laarzenmakers- gast; hoefsmid met rang van brigadier; cadet-korporaal.	550	10	{ 528 420 600	{ 8.20 9 20	{ 410 510 800	{ 615 765 1,200	{ 500 600 800	{ 410 490 600	{ 4.50 5.50 10.00	{ 560 600 800	{ 172 240 400
Soldaat en gelijkgestelden (hoorn- blazer; trompetter; leerling-muzikant; hoefsmid; werkmans; cadet-soldaat en pupil van het leger, meer dan 16 jaar oud) (1).	550	10	{ 274 566 450	{ 6.50 12 15	{ 512 486 600	{ 515 729 900	{ 480 580 600	{ 542 440 480	{ 6.00 7.00 7.50	{ 480 580 600	{ 152 240 510

(1) De pensioenen der leerlingen van de Militaire School worden geregeld volgens den graad dien zij op de registers van het leger bekleeden en die der bezoldigden van den hulpdienst volgens den graad waarmede ze zijn gelijkgesteld bij de koninklijke besluiten die de militaire rangschikking vaststellen.

(29)

ANNEXE.

Note du Département de la guerre relative à la disposition formant l'alinéa 2 de l'article 1^{er} du projet du Gouvernement.

RÉMUNÉRATION EN MATIÈRE DE MILICE.

La loi du 3 juillet 1870, relative à la rémunération des miliciens avait créé un fonds spécial destiné à l'allocation d'une rente viagère à tout milicien définitivement libéré du service, âgé de 55 ans (art. 4), ou qui, avant cet âge, se trouverait par la perte d'un membre, d'un organe, par une infirmité permanente résultant d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa profession, incapable de pourvoir à sa subsistance (art. 5).

Pour constituer cette rente, il était porté au crédit du milicien une somme fixe de 150 francs et une somme de fr. 0.12 par jour de présence pour toute la durée du service ordinaire et du service fait par suite de rappel en temps de paix (art. 3). La rente viagère était égale aux 5/9 de la somme ainsi portée au crédit du milicien (art. 4).

Mais la liquidation de ce fonds spécial fut ordonnée par l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1875. Les intéressés (miliciens de 1871, 1872, 1873 ou 1874) eurent l'option soit de recevoir un livret représentant le solde de leur compte, soit de conserver le droit éventuel à la rente. La rémunération des militaires qui avaient accordé leur préférence à ce dernier système prit le nom de « Rémunération différée » ; elle consiste, dit l'instruction ministérielle du 14 décembre 1875, dans « la constitution d'une rente viagère ; elle a été » établie par la loi du 3 janvier 1870, dont les dispositions restent applicables aux miliciens des classes de 1871, 1872, de 1873 et de 1874 qui ont « déclaré vouloir conserver le droit éventuel à cette rente ».

Lorsque ceux qui ont choisi la jouissance de la rente dont il s'agit se trouvent aussi dans les conditions requises pour obtenir une pension militaire, *ils ne peuvent cumuler* leur rente viagère avec l'intégralité de la pension de retraite établie conformément aux dispositions légales concernant tous les militaires. L'article 2 de la loi du 14 mars 1880 prescrit d'écarter de la supputation de leur pension militaire, les jours pour lesquels la somme de fr. 0.12 a été inscrite à leur crédit.

*
* * *

A noter que la rémunération de 1902 n'est pas un complément de solde mais est restée rémunération au sens de l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1875,

maintenue dans la loi du 21 mars 1902 et qui n'a subi aucune modification jusqu'à ce jour.

D'autre part, la loi du 21 mars 1902 a atteint le but que le législateur de 1870 poursuivait par le système de la rémunération différée, en donnant mission à l'État d'assurer une rente viagère aux intéressés.

Donc la retenue opérée par le projet de loi de revision des pensions est une conséquence de la loi du 14 mars 1880 qui consacre le principe que l'on ne peut cumuler deux pensions pour le même temps de service.

*
* *

Examinons maintenant quelles sont les ressources que la rémunération actuelle peut procurer aux sous-officiers, caporaux et soldats.

Le tableau ci-contre fixe, d'une part, (colonne 2) l'indemnité mensuelle totale dévolue à chaque catégorie de militaires et, d'autre part, (col. 3, 4 et 5), le mode de répartition ou de paiement de l'allocation, déterminé par l'arrêté royal du 12 septembre 1902, pris en exécution de la loi de rémunération.

CATÉGORIES.	Indemnité mensuelle totale.	Répartition de l'indemnité ci-contre.			
		Prélèvement au profit de la famille.	Somme remise en mains des militaires.	Sommes versées à la caisse d'épargne.	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
Miliciens et remplaçants de frère (troupes à pied).	25	15	—	10	
Idem. (troupes à cheval)	30	15	—	15	
Volontaires du contingent.	50	15	—	15	
Volontaires de carrière à partir de l'âge de 18 ans.	55	15	5	15	
Rengages de toutes catégories.	Soldats	célibataires.	—	10	25
		mariés	—	25	10
	Caporaux ou brigadiers	célibataires.	—	10	50
		mariés	—	50	10
	Sous-officiers	célibataires.	—	10	40
		mariés	—	40	40

Les militaires qui reçoivent la rémunération sont affiliés à la Caisse de Retraite sous la garantie de l'État. A cet effet, ils versent annuellement à la dite caisse une somme de 15 francs, prélevée sur leur rémunération et destinée à leur assurer une pension. Cette somme leur donne droit aux primes annuelles d'encouragement accordées par la loi concernant les pensions de vieillesse, c'est-à-dire 60 centimes par franc, soit $15 \times 0.60 = 9$ francs.

Le calcul démontre que si dans les conditions stipulées par la loi sur les pensions de vieillesse, les 9 francs de prime sont accordés pendant vingt-deux ans de service, c'est-à-dire depuis le moment où le militaire touche la

rémunération (18 ans) jusqu'à l'âge de 40 ans, la rente acquise par suite des versements ininterrompus de 15 francs sera de :

166 francs, si le dépôt a été fait à capital abandonné ;
116 — — — — — réservé.

Toutefois, il est à remarquer que la loi n'autorise le bénéficiaire à entrer en possession de la rente acquise qu'à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 55 jusqu'à 65 ans.

Si donc l'assuré réclame de son vivant — après l'âge de 55 ans — le capital réservé et la rente, il touchera 554 francs (capital) et un revenu annuel de 116 francs.

D'autre part, il y a lieu d'envisager que le volontaire non rengagé (de 18 à 21 ans), déduction faite du prélèvement annuel de 15 francs fait sur sa rémunération au profit de la Caisse de Retraite, dépose chaque année à la Caisse d'Epargne une somme de 165 francs, c'est-à-dire douze versements de 15 francs, moins les 15 francs versés à la Caisse de Retraite. Si ce volontaire acquiert la qualité de rengagé, donc après l'âge de 21 ans, cette somme devient annuellement 465, 545 ou 285 francs, suivant qu'il occupe la position de sous-officier, caporal ou soldat.

Ces sommes s'obtiennent comme suit :

Sous-officier 40 × 12 = 480 — 15 (Caisse de Retraite) = 465
Caporal 50 × 12 = 560 — 15 (id.) = 545
Soldat 25 × 12 = 300 — 15 (id.) = 285

Il résulte de renseignements donnés par la direction de la Caisse d'Epargne de l'Etat, que les volontaires de carrière disposeront de ce chef, suivant leur grade, des capitaux indiqués ci-après, en supposant qu'ils se soient engagés à l'âge de 18 ans et qu'ils soient restés célibataires :

POSITION	Capital à l'âge de					
	40 ans	50 ans	55 ans	58 ans	59 ans	60 ans
Sous-officier. . .	12.715	22.478	28.555	32.656	34.106	35.599
Caporal	9.666	16.991	21.549	24.626	25.713	26.834
Soldat	8.142	11.247	18.046	20.610	21.517	22.451

En totalisant : a) la pension militaire (taux actuel) pour infirmités les moins graves; b) la pension de la caisse de retraite; c) les sommes amassées à la caisse d'épargne, la situation pécuniaire du volontaire engagé à 18 ans et resté célibataire s'établira à l'âge de 55 ans comme suit :

GRADES.	Pension			Capital à la caisse d'épargne	Pension			Capital à la caisse d'épargne.
	militaire pour infirmités.	de la caisse de retraite.	Totale.		militaire pour infirmités.	de la caisse de retraite.	Totale.	
	(Après 57 ans de service.)	(Versements à fonds perdus.)			(Après 57 ans de service.)	(Versements à fonds réservés.)		
Adjudant . . .	989	166	1,155	28,535	989	116	1,105	28,535
Sous-officier . .	815	166	981	28,535	815	116	931	28,535
Caporal. . . .	584	166	750	21,549	584	116	700	21,549
Soldat	459	166	625	18,046	459	116	575	18,046

Il n'est pas inutile d'observer que l'article 20 de l'arrêté royal réglant l'exécution des dispositions légales concernant la rémunération autorise le retrait partiel ou total, par anticipation, des sommes versées à la Caisse d'épargne. Donc, en supposant que par ces retraits le militaire effectue des versements mensuels à la caisse de retraite pour une somme de 60 francs par an — au lieu de 15 — les indications du tableau se modifient comme il est indiqué ci-après :

Adjudant . . .	989	475	1,464	23,543	989	275	1,264	23,543
Sous-officier . .	815	475	1,290	23,543	815	275	1,090	23,543
Caporal . . .	584	475	1,059	18,558	584	275	859	18,558
Soldat . . .	459	475	934	15,055	459	275	734	15,055

Enfin, si les versements à la caisse de retraite ont été calculés de manière à produire le maximum de rente que la dite caisse assure, c'est-à-dire 1,200 francs, les ressources des intéressés se détaillent de la manière suivante :

Adjudant . . .	989	1,200	2,189	19,760	989	1,200	2,189	15,042
Sous-officier . .	815	1,200	2,015	19,760	815	1,200	2,015	15,042
Caporal . . .	584	1,200	1,784	12,532	584	1,200	1,784	4,175
Soldat . . .	459	1,200	1,659	8,477	459	(1) 1,155	1,614	—

Donc, par un emploi judicieux des fonds alloués par l'État à titre de rémunération et augmentés de la pension militaire, un adjudant peut, à cinquante-cinq ans d'âge et après trente-sept années de service, jouir d'un revenu annuel de 2,189 fr. ; un autre sous-officier, de 2,015 fr., et disposer encore l'un et l'autre d'une somme de 19,760 francs ; un caporal, de 1,784 francs de rente et d'une somme de 12,532 francs ; un simple soldat de 1,659 francs de revenu et d'un capital de 8,477 francs.

Dans l'hypothèse où ils fassent encore fructifier le capital disponible à

(1) Pour le soldat, c'est le revenu maximum qui puisse lui être assuré en versant à fonds réservés à la caisse de retraite, tout son avoir à la caisse d'épargne.

3 p. c. par l'achat de fonds de l'État ou par une autre combinaison, ils pourront jouir d'une rente totale de :

2,781	francs	pour l'adjudant ;
2,607	—	le sous-officier ;
2,160	—	le caporal ;
1,913	—	le soldat.

Enfin si les intéressés plaçaient le capital disponible en rentes viagères, ce capital, d'après les tarifs des assurances générales, rapporterait une rente annuelle de 7 fr. 25 pour un versement de 100 francs, soit donc 1,432 francs pour le sous-officier, 908 francs pour le caporal, 614 francs pour le soldat, soit au total.

5,621	francs	pour l'adjudant ;
3,447	—	le sous-officier ;
2,692	—	le caporal ;
2,273	—	le soldat.

Il n'est pas possible de donner des indications précises quant à la situation pécuniaire éventuelle qui sera faite aux mariés, celle-ci devant résulter surtout de l'âge plus ou moins avancé auquel ils auront contracté mariage. Toutefois, il n'est pas douteux que ceux qui n'ont pas de grandes charges de famille, se rendant compte des avantages que procurent les institutions de prévoyance, ne se bornent pas à verser à la Caisse d'épargne la seule somme de 10 francs retenue mensuellement sur leur rémunération ; ils se constituent un deuxième et parfois un troisième livret d'épargne, en déposant, à titre privé — au nom de la femme ou des enfants — la totalité ou une partie des sommes qui leur sont remises en mains, conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 12 septembre 1902.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1911.

- 1° Wetsontwerp houdende herziening van de pensioenen der militairen beneden den graad van officier, erbij begrepen deze der gendarmerie.
- 2° Wetsvoorstel tot herziening van de wetten op de militaire pensioenen.
- 3° Wetsvoorstel tot wijziging van de regelen vastgesteld voor de pensioenen der onderofficieren, brigadiers en manschappen der gendarmerie (1).
-

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COCQ.

MIJNE HEEREN,

Sedert nagenoeg vijf en twintig jaar werd de aandacht der Kamers herhaaldelijk gevestigd op den belangwekkenden toestand van 's lands gewezen dienaren die tot het leger behoorden. Menigmaal werd de Regeering door leden van de rechterzijde evenals van de linkerzijde ertoe aangezet om een wetsontwerp tot herziening van de militaire pensioenen over te leggen.

Op 16 Februari 1906, verklaarde de heer Colfs dat hij zich verplicht bevond gebruik te maken van zijn recht als Kamerlid, vermits het indienen van het wetsontwerp der Regeering achterwege bleef, en te zamen met de heeren Maenhaut, Mabille, Lefebvre, Gravis en Thienpont, diende hij een wetsvoorstel in tot wijziging der wetten op al de militaire pensioenen (3).

Daar de zaak niet opgelost werd, niettegenstaande een herhaald aandringen, diende een ander lid der Kamer, de heer Jourez, met den heer Giroul, op 2 Februari 1910 een nieuw wetsvoorstel in, waarbij vooral werden bedoeld de pensioenen van de onderofficieren, brigadiers en manschappen der gendarmerie (4).

(1) Wetsontwerp, n^o 98, 1909-1910.

Wetsvoorstellen n^o 88 (1905-1906) en n^o 68 (1909-1910).

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, J. Delbeke, de Ghelincx d'Elsegheem, Cocq, Monville, Braun en Jourez.

(3) N^o 88 (zittingsjaar 1905-1906).

(4) N^o 68 (zittingsjaar 1909-1910).

De Regeering, steeds meer lastig gevallen in de Kamer zoowel als in den Senaat, met name door de heeren Cocq, Monville en De Lanier, besloot er cindelijk toe, op 1 Maart 1910, een wetsontwerp over te leggen (1).

Dat ontwerp splitste, op vrij ongepaste wijze, het vraagstuk der militaire pensioenen en strekte enkel tot herziening van de pensioenen der militairen beneden den graad van officier.

Eerst het volgende jaar en na herhaald aandringen werd, ter vergadering van 20 Juni 1911, het noodige aanvullend ontwerp overgelegd, namelijk het wetsontwerp houdende de herziening van het pensioen der officieren. In strijd met onze verwachting en ondanks een bepaald voorstel van den heer Monville om dat ontwerp tot onderzoek te verwijzen naar onze afdeling, werd het verwezen naar eene andere Middenafdeeling; men zou nochtans practischer en sneller hebben gehandeld, had men het onderzoek van en het verslag over beide ontwerpen aan ééne zelfde commissie opgedragen. Zóó zou het onderhavige verslag het gansche vraagstuk van de militaire pensioenen in aanmerking genomen hebben; zóó ook zou dit vraagstuk volledig en snel opgelost geweest zijn. Het heeft van ons niet afgehangen, dat het zóó geschiedde.

*
* * *

Het wetsontwerp van de Regeering betreffende de pensioenen der militairen beneden den graad van officier, op 1 Maart 1910 overgelegd, werd weldra door de afdeelingen onderzocht tegelijker tijd als de wetsvoorstellen Colfs en Jourez. De drie voorstellen werden, in hun geheel, gunstig onthaald door de zes afdeelingen der Kamer, welke aan de Middenafdeeling de zorg overlieten ze meer omstandig te onderzoeken en zoo mogelijk de verschillende bepalingen daarvan ineen te werken.

De Middenafdeeling besteedde menige vergadering aan de grondige studie van de talrijke vraagstukken betreffende de militaire pensioenen en van de nieuwe wetsbepalingen onderworpen aan haar oordeel. Nadat de heeren Colfs en Jourez al de gewenschte uitleggingen hadden gegeven tot staving van hunne voorstellen, achtte de Middenafdeeling dat het nuttig zijn zou, den Minister van Oorlog, onderteekenaar van het ontwerp der Regeering, dit ontwerp te hooren ontwikkelen en verdedigen, hetzij zelf, hetzij door een afgevaardigde. Deze wensch werd ingewilligd. De Minister deed zich vertegenwoordigen door een ambtenaar van zijn Bestuur die bereidwillig en met kennis van zaken al de verlangde ophelderingen verstreekte.

Na rijp onderzoek van al de gegevens die haar werden medegedeeld, besliste de Middenafdeeling vooreerst, met algemeene stemmen, dat de door den heer Jourez voorgestelde herziening van de regelen tot vaststelling van de pensioenen der gendarmerie (uitkeering naar den grondslag van 1/50^e voor elk jaar dienst, van het gemiddeld bedrag der jaarwedde van de laatste vijf jaren) moeilijk in een gunstigen zin zou kunnen opgelost worden. Die herziening stelde de pensioenen van de gendarmen gelijk met de burgerlijke

(1) N^o 98 (zittingsjaar 1909-1910).

pensioenen ; zij gaf aanleiding tot eene volledige omwerking der wetten op de militaire pensioenen en leverde 't gevaar op dat de wijziging van het bedrag der pensioenen, door de belanghebbenden zoo ongeduldig verwacht, nogmaals op de lange baan zou geschoven worden. Overigens de gelijkstelling van de gendarmen met de burgerlijke ambtenaren bracht een vrij gewichtig beginsel te berde, dat druk besproken zou worden. Kortom, de Middenafdeeling, alhoewel zij in beginsel tot de zienswijze van den achtbaren heer Jourez toetrad, achtte het gepaster, de door allen gewenschte verbetering van de bestaande regeling tot stand te brengen door andere middelen.

Het wetsvoorstel Colfs had ten doel, het gansche vraagstuk der militaire pensioenen volledig op te lossen. Men moest eerst daarvan afscheiden al wat het pensioen der officieren betreft, daar dit buiten de bevoegdheid der Middenafdeeling viel. Andere bepalingen schenen van aard om de oplossing van het vraagstuk moeilijker te maken en te vertragen. Sommige beschouwingen, in de toelichting van het wetsvoorstel uiteengezet, en sommige maatregelen daarin voorgesteld, werden integendeel gunstig onthaald. Zij zullen verder in het verslag vermeld worden.

Het ontwerp van de Regeering, meer bepaald en beter geschikt, doch door allen ontoereikend bevonden wat betreft de verbetering van de bestaande tarieven, werd geacht het best te kunnen dienen tot grondslag voor eene omstandige bespreking en het opmaken van nieuwe voorstellen die strooken met de behoeften. 't Is derhalve het wetsontwerp der Regeering, grondig gewijzigd, dat wij de eer hebben aan de Kamer ter stemming voor te leggen.

* *

Alvorens de overwegingen, die in de Middenafdeeling den doorslag gaven bij het onderzoek van elk artikel van dit ontwerp, beknopt mede te deelen en de amendementen, die hare leden het eens waren om voor te stellen, te doen kennen, meenen wij in herinnering te moeten brengen de voornaamste bepalingen die thans van kracht zijn betreffende de militaire pensioenen en waarvan de herziening aan de Kamers is voorgesteld.

* *

De militaire pensioenen zijn hoofdzakelijk geregeld : 1^o door de wet van 24 Mei 1838, gewijzigd, wat betreft de tarieven, door die van 14 Maart 1880 en van 23 Mei 1888 ; 2^o door de wet van 27 Mei 1840.

De eerste wet betreft de *rustpensioenen* hetzij wegens leeftijd en jaren dienst (titel I), hetzij wegens verwondingen of gebrekkelijkheden (titel II), alsmede de pensioenen en hulpgelden voor weduwen en weezen (titel III).

De tweede wet handelt over de *pensioenen wegens reform*.

Naar luid van de wet van 24 Mei 1838, welke nog steeds van kracht is, worden de rustpensioenen *wegens leeftijd en jaren dienst* van rechtswege verleend aan alle militairen die 55 jaar oud zijn en 40 jaar dienst hebben (art. I).

Zij kunnen insgelijks ambtshalve verleend worden aan hen die, na dertig jaar dienst, ongeschikt bevonden worden, om nog dienst te doen, ofwel op

hunne aanvraag, aan hen die veertig jaar dienst hebben of 55 jaar oud zijn (art. 2).

Wat de rustpensioenen betreft *wegens verwondingen of gebrekkelijkheden*, zij worden verleend van rechtswege, zonder voorwaarden van leeftijd of van duur, indien zij erg en ongeneesbaar zijn en het bevonden wordt dat zij door den dienst zijn veroorzaakt (art. 6).

De wet maakt evenwel een onderscheid tusschen : 1^o de verwondingen of gebrekkelijkheden, welke de blindheid, de afzetting of het algeheel verlies van het gebruik van een of meer ledematen veroorzaken ; zij geven onmiddellijk recht op een rustpensioen (art. 7); en 2^o de minder erge gevallen welke enkel aanleiding geven tot het bekomen van het pensioen onder de volgende omstandigheden :

VOOR DEN OFFICIER : indien zij hem buiten staat stellen om nog werkelijken dienst te doen *en het hem onmogelijk maken later opnieuw dienst te nemen*;

VOOR DE NIET-OFFICIEREN : indien zij hen buiten staat stellen om te dienen *en in hun onderhoud te voorzien* (art. 8).

Dezelaatste voorwaarde gaf dikwijls aanleiding tot gegronde klachten; wij zullen er op terugkomen.

De wet van 24 Mei 1838 bepaalt vervolgens de regelen die moeten nagekomen worden tot het vaststellen van het bedrag der pensioenen.

A. Wat betreft de pensioenen wegens leeftijd en jaren dienst, het tarief, aan de wet toegevoegd, behelst in eene 1^{ste} kolom, het *medium* verworven na dertig jaar dienst; in eene 2^e kolom, de mogelijke *vermeerdering* van dat medium voor elk jaar dienst boven dertig en, in eene 3^e kolom, het *maximum* te bereiken na veertig jaar dienst (art. 12 en 13).

Eene vermeerdering van een vijfde wordt daarenboven toegekend aan elken gegradeerden met twaalf jaren werkelijken dienst in zijn graad (art. 17). Deze voorwaarden werden verbeterd door de wetten van 25 Februari 1842 en van 2 Juli 1896. Daarenboven heeft de verklarende wet van 9 April 1841 het voordeel ervan uitgebreid tot de pensioenen wegens verwondingen of gebrekkelijkheden. Artikel 4 van het ontwerp der Regeering, zooals wij verder zullen zien, stelt daarin nieuwe verbeteringen voor.

B. Voor de pensioenen wegens verwondingen of gebrekkelijkheden, bepaalt de wet als volgt het verschillend bedrag ervan.

Is er sprake van blindheid of afzetting, dan wordt het maximum-pensioen wegens leeftijd en jaren dienst vermeerderd met de helft (art. 18). Het bedrag komt voor in de 4^e kolom der tabel.

Wegens afzetting van een lidmaat of wegens algeheel verlies van het gebruik van twee ledematen, is het bedrag van de pensioenen der onder-officieren, korporalen en soldaten, in de 5^e kolom der tabel vermeld, hooger dan het maximum wegens leeftijd en jaren dienst. Het kan nog met een vierde verhoogd worden na twintig jaar dienst (art. 19).

Wegens verwondingen of gebrekkelijkheden, waardoor het verlies van het gebruik van een lidmaat werd veroorzaakt, is het insgelijks het bedrag, in de 5^e kolom vermeld. Het kan met een tiende verhoogd worden na dertig jaar dienst (art. 20).

Eindelijk, wegens min erge verwondingen of gebrekkelijkheden, die evenwel den militair in den toestand brengen, welke is voorzien bij artikel 8, staat het bedrag vermeld in de 6^e kolom.

Na twintig jaar dienst kan dit pensioen voor elk jaar dienst verhoogd worden (zie kolom 7) derwijze dat het maximum, vermeld in de achtste kolom, bereikt wordt na veertig jaar dienst (art. 21).

Eindelijk, in de negende kolom wordt gemeld het bedrag der pensioenen en hulpelden voor weduwen en weezen.

Dat zijn de bijzonderste bepalingen der wet van 24 Mei 1838.

Wat aangaat de wet van 27 Mei 1840 op de *pensioenen wegens reform*, zij bepaalt dat elke militair, die 55 jaar oud is, recht heeft op een soortgelijk pensioen, wanneer hij onder de toepassing valt van het bovengemeld artikel 8 der wet van 1838, ter oorzake van verwondingen of gebrekkelijkheden, welke niet de gevolgen hebben, voorzien bij het bovengemeld artikel 6 van bedoelde wet, en mits er wordt vastgesteld dat de oorzaken dier verwondingen of gebrekkelijkheden onafhankelijk zijn van zijnen wil (art. 1).

Het bedrag der pensioenen wegens reform is geregeld overeenkomstig het bepaalde in de bovengemelde artikelen 21 en 22 der wet van 1838, doch met eene vermindering van $\frac{1}{5}$ van het bedrag van het pensioen, naar die grondslagen berekend (art. 3).

*
* *

Wij zullen thans de bij elk artikel genomen beslissingen, betreffende het wetsontwerp der Regeering, nader toelichten en kortbondig staven.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 van het wetsontwerp der Regeering wijzigt het eerste artikel der wet van 23 Mei 1888, door de rustpensioenen der militairen beneden den rang van officier te regelen overeenkomstig een nieuw, bij het wetsontwerp « gevoegd tarief. »

In zijn tweede lid bepaalt dit artikel dat « op het pensioen van den militair die de voordeelen genoten heeft verleend door de wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, eene vermindering wordt gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip der interesten) welke tot op het einde van den trimester vóór zijne op-rustpensioen-stelling, in zijnen naam, in de Algemeene Spaarkas gestort geweest is. »

« Het bedrag dezer gestorte som voor den gehuwden militair wordt berekend op voet der stortingen bepaald voor den ongehuwden militair van denzelfden graad. »

In het derde lid eindelijk wordt bepaald dat « niettemin het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder mag zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der thans van kracht zijnde wet ».

*
* *

Het tarief gevoegd bij het ontwerp der Regeering, zooals overigens al de tarieven gevoegd bij de vroegere wetten, neemt slechts in aanmerking de

vier volgende graden die tot grondslagen dienen voor de indeeling der pensioenen : adjudant en gelijkgestelden ; onderofficier en gelijkgestelden ; korporaal en gelijkgestelden ; soldaat en gelijkgestelden.

Billijkheidshalve was de Middenafdeeling eenparig van meening dat men dient in aanmerking te nemen een vijfden graad tusschen de twee eerste in, namelijk dien van sergeant-majoor (en gelijkgestelden) en dat men aldus vijf klassen van pensioen behoort tot stand te brengen in stede van vier.

Aangaande het bedrag van de verschillende pensioenen oordeelde de Afdeeling dat de door de Regeering voorgestelde cijfers den huidige toestand niet genoegzaam verbeteren. Eenparig besloot zij dan ook aan de Kamer voor te stellen, de pensioenen tamelijk te verhoogen overeenkomstig bijgaande tabel (bl. 20).

Duidelijkheidshalve hebben wij in deze tabel aangeduid, voor elke der klassen van pensioenen en in elke kolom, de volgende drie cijfers, door eene accolade verbonden : dit van het huidige tarief, dit van het door de Regeering voorgestelde tarief en dit van het tarief voorgesteld door de Middenafdeeling.

Voor de rustpensioenen wegens leeftijd en jaren dienst hebben wij in de tabel van het ontwerp der Regeering twee nieuwe kolommen gebracht. Deze tabel duidt slechts het bedrag aan van het medium-pensioen na 30 jaar werkelijken dienst en van het maximum-pensioen na 40 jaar. De Middenafdeeling was van meening dat ook het bedrag van het maximum-pensioen na 20 jaar dienst diende te worden vermeld en de verschillende verhoogingen tusschen 20 en 30 jaar dienst en tusschen 30 en 40 jaar dienden te worden bepaald. Deze laatste bedragen zijn hooger dan de eerste en houden beter rekening met den duur van de bewezen diensten. Beide nieuw voorgestelde kolommen worden aangeduid met de letters A en B; de overige behouden het volgnummer dat zij in de bestaande wetgeving ontvingen.

* * *

Buiten deze wijzigingen in het door de Regeering voorgestelde tarief, was de Afdeeling van meening dat de alinea's 2 en 3 van artikel 1 dienen te verdwijnen. Zij luiden als volgt :

« Er wordt echter op het pensioen van den militair die de voordeelen genoten heeft verleend door de wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, eene vermindering gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip der interesten) welke toep het einde van den trimester vóór zijne op-rustpensioen-stelling, in zijnen naam, in de Algemeene Spaar-kas gestort geweest is, in uitvoering der gemelde wet. Het bedrag dezer gestorte som voor den gehuwden militair wordt berekend op voet der stortingen bepaald voor den ongehuwden militair van denzelfden graad als de belanghebbende.

» Niettemin, mag het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vorige wet. »

Het voorstel tot vermindering van het pensioen van militairen die de mili-

tievergelding genoten hebben, vonden wij niet gewettigd. Deze vergelding is het eigendom van hen die ze genoten, en het feit dat een gedeelte er van in de Spaarkas werd gestort om eene rente aan de belanghebbenden te verzekeren wijzigd geenszins dit beginsel.

Om de invoering van deze nieuwe wetsbepaling uit te leggen, steunt het Departement van Oorlog op verschillende beschouwingen, namelijk op het beginsel dat men voor dezelfde diensten, niet te gelijker tijd een pensioen en eene rente van de Spaar- en Lijfrentekas van den Staat kan trekken. Onder de huidige wet wordt dit echter niet uitdrukkelijk verboden.

Bovendien meent men de belangrijkheid te mogen invoeren van de eventuele rente die de belanghebbenden zouden kunnen genieten, zoo zij vrijwillig in de Spaarkas stortten, geheel of bijna geheel hunne militievergelding. Deze redeneering steunt op eene onmogelijke onderstelling, vooral bij gehuwde militairen, die familielast hebben, waaraan zij meestal geheel hunne militievergelding besteden.

De Afdeeling verworpt ook als onbillijk het bepaalde in artikel 1, houdende dat, voor gehuwde militairen, het bedrag der inlagen waarop de vermindering wordt gedaan, wordt berekend, niet naar de werkelijk in de Spaarkas gedane stortingen maar naar de voor de ongehuwden van dezelfde graad vermelde stortingen.

Een voorbeeld zal onmiddellijk de onbillijkheid van deze bepaling aantoonen. De onderofficieren, die hunnen diensttermijn vernieuwden, hebben recht op eene maandelijksche vergoeding van vijftig frank. De ongehuwden ontvangen tien frank en de veertig overige worden in de Spaarkas gestort, terwijl de gehuwden veertig frank ontvangen en slechts tien frank in de Spaarkas storten. De Regeering stelt voor, de vermindering van 2 t. h. op pensioenen der gehuwde onderofficieren te berekenen, niet op den voet der door hen in de Spaarkas gestorte sommen, maar op den voet van de sommen welke zouden gestort geworden zijn zoo zij ongehuwd waren gebleven. Dat is volstrekt onaanneembaar.

Overigens, om de Kamer met volle kennis de beide stellingen te laten beoordeelen, deelen wij mee, als bijlage van dit verslag, de nota welke ons werd overhandigd door het Departement van Oorlog ter staving zijner zienswijze. (zie blz. 22.)

Wij konden ons met deze nota niet vereenigen. De maatregel is geschikt om de voordeelen van het nieuwe tarief in zulke mate te verminderen, dat het nieuwe bedrag van het pensioen wel eens zou kunnen lager zijn dan het huidige. Dit is zóó waar dat de Regeering verplicht is in het derde lid van artikel 1 te schrijven : « Niettemin, mag het bedrag van het aldus berekend » pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vorige wet ». De weglating van het tweede lid brengt noodzakelijk de weglating mede van het derde lid.

*
* *

De Middenafdeeling stelt bijgevolg voor, van artikel 1 van het ontwerp der Regeering alleen te laten bestaan het eerste lid luidende als volgt :

« Bij wijziging der wet van 25 Mei 1888, worden de rustpensioenen der

» militairen beneden den rang van officier geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegd tarief. »

* *

ART. 2.

Artikel 2 van het ontwerp der Regeering wijzigt artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 op de pensioenen wegens reform.

Deze worden berekend door vermindering met een vijfde van het bedrag der pensioenen, toegekend krachtens de artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838, wegens verwondingen of gebrekkelijkheden, makende de militairen (beneden den graad van officier) ongeschikt tot den dienst en tot hunne broodwinning.

De Regeering stelt voor, de vermindering te doen van een vijfde op het bedrag van het pensioen door het tarief bepaald, doch na de vermindering te hebben gedaan, welke is voorzien bij artikel 1, § 2, voor de militairen die de militievergelding hebben genoten.

De Middenafdeeling, die deze vermindering verwierp, is van meening dat artikel 2 van het ontwerp, zooals het is opgesteld, niet kan aangenomen worden.

Zij stelt voor, het te doen luiden als volgt :

« Artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door » de volgende bepalingen :

« Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en » van bovenstaande voorgaande artikel 1, voor vermindering met een vijfde » van het bedrag van het aldus berekend pensioen. »

* *

ART. 5

Artikel 3 van het ontwerp der Regeering wijzigt het tarief der pensioenen en hulpelden aan weduwen en weezen van militairen beneden den graad van officier, zooals het was bepaald bij artikel 1 der wet van 14 Maart 1880.

De Middenafdeeling is van meening dat er reden bestaat om de voorgestelde bijdragen in zekere mate te verhoogen, en wel overeenkomstig het bij dit verslag gevoegd tarief. (9^{de} kolom).

* *

ART. 4.

Artikel 4 van het ontwerp der Regeering verleent aan elk onderofficier, brigadier of korporaal eene verhooving berekend naar het getal jaren dienst in zijnen graad; deze verhooving bedraagt onderscheidenlijk 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 en 20 t. h. voor 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 jaren werkelijken dienst in den graad.

Het beginsel van deze verhooging werd erkend in de vroegere wetten (wet van 24 Mei 1838, art. 17; wet van 9 April 1841, art. 1; wet van 23 Februari 1842, art. 1; wet van 2 Juli 1896, art. 1). Alleen de wijze van toepassing verschilde.

De Middenafdeeling sluit zich aan bij het ontwerp van de Regeering, dat eene verbetering invoert in de bestaande wetgeving.

*
* * *

ART. 5.

Artikel 5 van het ontwerp der Regeering is een nieuwe bepaling. Het past al de bepalingen van de voorgaande artikelen toe op de gendarmen; het verleent bovendien aan hen, die een hooger graad bekleeden dan wachtmeester, zekere verhoogingen voor elk voltrokken jaar dienst in het korps, te rekenen van 1 October 1902.

Deze verhoogingen bedragen 15 frank voor de adjudanten, 10 frank voor de eerste opperwachtmeesters en opperwachtmeesters, en 5 frank voor de eerste wachtmeesters en wachtmeesters-fourier.

De Regeering rechtvaardigt het beginsel daarvan « door de bijzondere » aanspraak die de gendarmen hebben op de welwillendheid van het Land, » om reden der vereischten van hunne bijzondere taak die hen niet » alleen aan groote gevaren, maar ook aan al de ongestadigheden van het » klimaat en aan tallooze ongevallen blootstellen ».

De Middenafdeeling beaamt deze juiste beschouwingen, doch is van meening dat men dient in aanmerking te nemen al de jaren dienst, niet alleen de jaren dienst in het korps doorgebracht, te rekenen van 1 October 1902, om de oude gegradeerden niet in eenen al te geringen toestand te plaatsen.

De ouderen van het gendarmeriekorps, die eerlang de ouderdomsgrens zullen bereiken, hebben inderdaad in het verleden eene zeer geringe soldij genoten.

De verhoogingen van wedde, welke men in October 1902 aan de gendarmen verleende en inroept om de door ons bestreden bepaling te staven, bedragen veel minder dan de vergoeding toegekend aan de onderofficieren en soldaten van het leger.

De afdeeling stelt dus voor uit artikel 5 de woorden « *te rekenen van af 1 October 1902* » weg te laten.

Zij stelt insgelijks voor, de eerste opperwachtmeesters gelijk te stellen met de adjudanten voor de bijzondere vergoeding, waarvan sprake is in dit artikel 5, inzonderheid om het groot belang van het bevel dat zij voeren.

*
* * *

ART. 6.

Artikel 6 van het ontwerp der Regeering luidt :

« De pensioenen en de hulpgelden bestaande op het oogenblik van het » van kracht worden dezer wet zullen worden herzien overeenkomstig de » nieuwe bepalingen van de artikelen 1 tot 4.

» Deze herziening zal in werking treden te rekenen van af den eersten » dag van den trimester volgende op den datum der bekendmaking. »

De Middenafdeeling is van meening dat de herziening moet geschieden overeenkomstig al de nieuwe bepalingen van het ontwerp, namelijk van de artikelen 1 tot 3 en niet 1 tot 4.

Zij meent ook dat om reden van de vertraging die de oplossing van het vraagstuk der militaire pensioenen onderging ten gevolge van verschillende omstandigheden waarop niet behoeft te worden teruggekomen, het billijk zou zijn, den maatregel terugwerkende kracht te geven.

Zij stelt dus voor, te beslissen dat deze herziening van kracht zou zijn te rekenen van 1 Januari 1911.

Tot staving van deze zienswijze roept zij het precedent in der wet van 14 Maart 1880, betreffende de verhooging der militaire pensioenen en waarvan artikel 4 luidde : « deze herziening zal haar volle uitwerking hebben van af 1 Juli 1879 ».

* *

ART. 7.

Artikel 7 van het ontwerp der Regeering bepaalt het te openen krediet om de kosten te dekken van de bij artikel 6 voorgeschreven herziening. Dit krediet, bedragende 10,000 frank, zal dienen verhoogd te worden, zoo de voorstellen van de Middenafdeeling worden aangenomen. De Regeering zou het mogelijke bedrag daarvan dienen vast te stellen. Wij stellen voor te zeggen : « Een niet beperkend krediet ».

* *

Buiten de door de Regeering voorgestelde bepalingen tot herziening der wet van 24 Mei 1838, was de Middenafdeeling belast, zooals wij reeds zegden, met het onderzoek van eene reeks andere voorstellen die in het ontwerp van den achtbaren heer Colfs voorkwamen.

Een dezer voorstellen werd eenparig aangenomen, namelijk de herziening van den tekst van artikel 8 van gemelde wet, waarop wij hierboven reeds wezen.

Dit artikel luidt als volgt : « In de min erge gevallen, geven zij alleen recht tot het bekomen van pensioenen onder de volgende voorwaarden : 1^o voor den officier, indien zij hem buiten staat stellen werkelijken dienst te doen ; 2^o voor de onderofficieren, korporalen, brigadiers en soldaten indien zij hen buiten staat stellen dienst te doen en in hun onderhoud te voorzien. »

De Middenafdeeling stelt voor dit onrechtvaardig onderscheid tusschen den officier en den niet-officier af te schaffen, en artikel 8 te vervangen door het volgende :

« In minder erge gevallen geven zij dan alleen aanleiding tot het bekomen van pensioen, wanneer zij de militairen buiten staat stellen werkelijken dienst te doen, en het hun onmogelijk maken later weder dienst te nemen. »

Dit amendement zou in de nieuwe wet kunnen ingelascht worden onmid-

dellijk na artikel 1. Het aannemen daarvan zou een eind stellen aan het herhaaldelijk aangeklaagde misbruik van de voorloopige pensioenen, in stede van het gewoon, definitief en onherroepelijk pensioen verleend aan militairen die op dit laatste aanspraak hebben. De woorden : « in hun onderhoud te voorzien », worden inderdaad op uitermate strenge wijze verklaard. Zoodra een soldaat om 't even welk loon verdienen kan, wordt het pensioen hem geweigerd of onttrokken. Dat is in strijd met de strekking der wet en met de voorbereidende handelingen. De rechtspraak van het bestuur zal echter alleen dan veranderen, wanneer artikel 8 uitdrukkelijk gewijzigd wordt.

Dat zijn de conclusies met welke de leden der Middenafdeeling zich eenparig vereenigd hebben.

*
* * *

Wij hebben dus de eer aan de Kamer voor te stellen, het ontwerp der Regeering goed te keuren, met de verschillende bovengemelde amendementen, overeenkomstig den tekst en de bij dit verslag gevoegde tabel.

De Verslaggever,

FERNAND COCQ.

De Voorzitter,

E. NERINCX.



Projet du Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Par modification à la loi du 23 mai 1888, les pensions de retraite des militaires en dessous du grade d'officier sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension du militaire ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit une réduction égale à 2 p. c. du total des sommes (intérêts non compris qui, jusqu'à la fin du trimestre, précédant sa mise à la retraite, ont été déposées en son nom, à la Caisse d'épargne, en exécution de ladite loi. Pour le militaire marié, le montant de ces dépôts est évalué sur le pied des versements stipulés pour le célibataire du même grade que l'intéressé.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut, néanmoins, être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure.

Ontwerp der Regeering.

ARTIKEL 1.

Bij wijziging der wet van 23 Mei 1888, worden de rustpensioenen der militairen beneden den rang van officier geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegd tarief.

Er wordt echter op het pensioen van den militair, die de voordeelen genoten heeft, verleend door de wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, eene vermindering gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip van de interesten) welke tot op het einde van den trimester vóór zijne oppensioenstelling, in zijnen naam in de Algemeene Spaarkas gestort geweest is, in uitvoering van gemelde wet. Het bedrag dezer gestorte som voor den gehuwden militair wordt berekend op voet van de stortingen bepaald voor den ongehuwden militair van denzelfden graad als de belanghebbende.

Evenwel mag het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing van de vorige wet.

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Remplacer le tableau du projet du Gouvernement par le tableau ci-annexé.

Supprimer les 2^e et 3^e alinéas.

ART. 1bis.

L'article 8 de la loi du 24 mai 1838 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas moins graves, elles (les blessures ou infirmités) ne donneront lieu à l'obtention de la pension que si elles mettent les mi-

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ARTIKEL 1.

De bij het ontwerp der Regeering behorende tabel te vervangen door de hierbijgevoegde tabel.

Het 2^{de} en het 3^{de} lid te doen wegvallen.

ART. 1bis.

Artikel 8 der wet van 24 Mei 1838 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

« In de min erge gevallen, geven zij (de verwondingen of gebrekkelikheden) dan alleen aanleiding tot het bekomen van pensioen, wanneer

Texte proposé par le Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 2.

L'article 5 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 27 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} du 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 (colonne 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

ART. 3.

Le tarif arrêté par la loi du 14 mars 1880, en ce qui concerne les pensions et secours accordés aux veuves et orphelins de militaires en dessous du grade d'officier en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, est abrogé et remplacé par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 9 avril 1841 (art. 1^{er}), du 25 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée, d'après l'article 1^{er} de la présente loi, à tout sous-officier, brigadier ou caporal, est augmentée respectivement de 4,

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van bovenstaande artikel 1 (1^e en 2^e alinea's), door vermindering met een vijfde van het bedrag van het aldus berekend pensioen.

Het pensioen mag echter niet minder zijn dan dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 23 Mei 1888 (kolommen 6, 7 en 8), verminderd met een vijfde.

ART. 3.

Het tarief vastgesteld bij de wet van 14 Maart 1880, betrekkelijk de pensioenen en hulpgelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen beneden den graad van officier, krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, wordt ingetrokken en vervangen door het tarief (9^e kolom) gevoegd bij deze wet.

ART. 4.

Bij wijziging der wetten van 24 Mei 1838 (art. 17), van 9 April 1841 (art. 1), van 25 Februari 1842 (art. 1) en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen, verleend, volgens artikel 1 dezer wet, aan elk onderofficier, brigadier of korporaal, vermeerderd onderscheiden-

Texte proposé par la section centrale.

—
litaires hors d'état de servir active-
ment et leur ôtent la possibilité de
rentrer utilement au service. »

ART. 2.

Supprimer les mots entre paren-
thèses. (1^{er} et 2^e alinéas.)

Supprimer le 3^e alinéa.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

—
zij de militairen buiten staat stellen
werkelijken dienst te doen en het
hun onmogelijk maken later weder
dienst te nemen. »

ART. 2.

De tusschen twee haakjes ge-
plaatste woorden : « 1^e en 2^e alinea »
te doen wegvallen.

Het 3^{de} lid te doen wegvallen.

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

Texte proposé par le Gouvernement.

6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 p. e., lorsque les intéressés comptent deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf et dix années d'activité dans leur grade.

ART. 5. (Disposition nouvelle.)

Les taux des pensions conférées aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie ainsi qu'aux gendarmes sont calculés suivant les stipulations des articles 1^{er}, 2 et 4 ci-dessus, et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie (à partir du 1^{er} octobre 1902), ces taux sont majorés de 15 francs pour les adjudants sous-officiers, de 10 francs pour les premiers maréchaux des logis-chefs et les maréchaux des logis-chefs et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis-fourriers.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles 1 à 4.

Cette révision sortira ses effets à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 7.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de 10,000 francs pour couvrir les frais à résulter de

Ontwerp der Regering.

lijk met 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 en 20 t. h., wanneer de belanghebbers twee, drie, vier, vijf, zes, zeven, acht, negen en tien jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen.

ART. 5 (Nieuwe bepaling).

Het bedrag der pensioenen verleend aan de onderofficieren en brigadiers der gendarmerie alsmede aan de gendarmen wordt berekend volgens de bepalingen van bovenstaande artikelen 1, 2 en 4, en, bovendien, wordt dit bedrag, voor ieder voltrokken tijdperk van één jaar werkelijken dienst bij het korps der gendarmerie overgebracht, (te rekenen van 1 October 1902) vermeerderd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficieren, met 10 fr. voor de eerste opperwachtmeesters en de opperwachtmeesters, en met 5 frank voor de eerste wachtmeesters en wachtmeesters-fourriers.

ART. 6.

De pensioenen en de hulpelden bestaande op het oogenblik van het van kracht worden dezer wet zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van de artikelen 1 tot 4.

Deze herziening zal in werking treden te rekenen van af den eersten dag van den trimester volgende op den datum der bekendmaking.

ART. 7.

Een krediet van 10,000 frank wordt geopend bij het Departement van Financiën om de kosten te dek-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 5.

Supprimer les mots : « à partir du 1^{er} octobre 1902. »

Rédiger comme suit la fin de l'article :

« Ces taux sont majorés de 15 francs pour les adjudants sous-officiers et les premiers maréchaux des logis-chefs, de 10 francs pour les maréchaux des logis-chefs » (le reste comme à l'article).

ART. 6.

Au lieu des mots : « des articles 1 à 4 », dire : « ci-dessus ».

Au lieu de « à partir du premier jour, etc... » dire : « à partir du 1^{er} janvier 1911... »

ART. 7.

Au lieu de : « un crédit de 10,000 francs » dire : « un crédit non limitatif ».

ART. 5.

De woorden : « te rekenen van af 1 October 1902 » te doen wegval-
len.

Het vervolg van het artikel aldus te doen luiden.

« Dit bedrag wordt vermeerderd met 15 frank voor de adjudant-ouderofficieren en de eerste opperwachtmeesters, met 10 frank voor de opperwachtmeesters... » (het overige zooals in het artikel).

ART. 6.

In plaats van de woorden : « overeenkomstig de nieuwe bepalingen van de artikelen 1 tot 4 », te lezen : « overeenkomstig bovenstaande nieuwe bepalingen ».

In plaats van de woorden : « te rekenen van af den eersten dag », te lezen : « te rekenen van 1 Januari 1911 ».

ART. 7.

In plaats van de woorden : « Een krediet van 10,000 frank », te lezen : « Een niet beperkend krediet ».

Texte proposé par le Gouvernement.

la revision prescrite par l'article 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique pour l'exercice 1910 à titre de dépense exceptionnelle.

Ontwerp der Regeering.

ken voortspruitende uit de herziening, voorgeschreven bij artikel 6.

Dit krediet zal gevoegd worden bij de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1910, ten titel van uitzonderlijke uitgave.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

N. B. — Dans chaque colonne le premier des trois chiffres réunis par une accolade est celui du tarif actuel; le deuxième est celui du tarif proposé par le Gouvernement; le troisième est celui proposé par la Section centrale.

GRADES	PENSION DE RETRAITE pour ancienneté de service. (Art. 1 et 2.)					PENSION DE RETRAITE pour cause de blessures et infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.					Pension des veuves et secours aux orphelins.
	Minimum à 20 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service, y compris les campagnes de guerre.	Médium à 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service, y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans, y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres. (Art. 18)	Amputation d'un membre; perte ab- solue de l'usage d'un ou de deux mem- bres; blessures ou infirmités équiva- lentes à la perte de l'usage d'un mem- bre. (Art. 19 et 20.)	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'art. 8 de la loi du 24 mai 1858 (art. 21).			
								Minimum.	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.	Maximum à 40 ans, campagnes comprises.	
A	B	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Adjudant-sous-officier et assimilés (commis de parquet et secrétaire-archi- viste avec rang d'adjudant-sous-officier; commis aux écritures du bataillon d'admini- stration; trompette-major de cavalerie; adjudant du matériel; maître-artificier; chef de musique non assimilé aux offi- ciers). Sous-officier de gendarmerie.	800	20	{ 568 670 1.000	{ 28.40 28 » 30 »	{ 830 950 1,500	{ 1,275 1,425 1,950	{ 830 950 1,500	{ 680 770 1.000	{ 8.50 9 » 15 »	{ 830 950 1,500	» 450 650
Premier-sergent-major; premier- maréchal-des-logis-chef; sergent-ma- jor; maréchal-des-logis-chef et assi- milés à ces grades (classe nouvelle proposée par la section centrale).	700	15	830	25 »	1,100	1,650	1.100	850	12.50	1,100	550
Premier-sergent; premier-maréchal-des- logis; sergent-fourrier; maréchal-des- logis-fourrier, sergent; maréchal-des- logis et assimilés à ces grades. Brigadier de gendarmerie et gendarme.	600	10	{ 420 520 700	{ 14 » 16 » 25 »	{ 560 680 950	{ 840 1,020 1,425	{ 700 790 950	{ 560 640 700	{ 7 » 7.50 12.50	{ 700 790 950	{ 224 310 475
Caporal; brigadier et assimilés à ces grades (premier-ouvrier tailleur, cordon- nier et bottier, maréchal-ferrant avec rang de brigadier; cadet caporal).	500	10	{ 328 420 600	{ 8.20 9 » 20 »	{ 410 500 800	{ 615 705 1,200	{ 500 600 800	{ 440 490 600	{ 4.50 5.50 10 »	{ 500 600 800	{ 172 260 400
Soldat et assimilés (clairon, trompette; élève-musicien; maréchal-ferrant; ou- vrier; cadet-soldat et pupille de l'armée âgé de plus de 16 ans) (1).	350	10	{ 274 368 450	{ 6.80 12 » 15 »	{ 542 486 600	{ 515 729 900	{ 480 580 600	{ 542 440 450	{ 6.90 7 » 7.50	{ 480 500 600	{ 152 240 300

(1) Les pensions des élèves de l'École Militaire sont réglées suivant le grade qu'ils occupent dans les contrôles de l'armée et celle des membres soldés du service des secours suivant le grade auquel ils sont assimilés par les arrêtés royaux déterminant leur rang hiérarchique.

N. B. — In elke kolom is het eerste van de door eene accolade verbonden drie cijfers het cijfer van het bestaande tarief; het tweede, is dit van het tarief door de Regering voorgesteld; het derde, is dit van het tarief voorgesteld door de Middelenafdeeling.

GRADEN	Rustpensioenen naar 't aantal dienstjaren (art. 1 en 2).					Rustpensioenen ter oorzaak van verwondingen of gebrekkelikheden voortspruitende uit vermoedenissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.					PENSIOEN der weduwen en tijdelijke hulpgeelden voor de weezen.
	Minimum na 20 jaar werke- lijken dienst.	Vermeerde- ring voor elk jaar dienst, veldtochten er in begrepen.	Medium na 30 jaar werke- lijken dienst.	Vermeerde- ring voor elk jaar dienst, veldtochten er in begrepen.	Maximum na 40 jaar, veldtochten er in begrepen.	Blindheid of afzetting van twee ledematen (art. 18.)	Afzetting van één lidmaat; volledig verlies van het gebruik van één of twee ledema- ten; wonden of gebrekkelijkee- den gelijkstaande met het verlies van het gebruik van één lidmaat (art. 19 en 20).	Wonden of gebrekkelikheden die den militair in een der gevallen stellen, voorzien bij art. 8 der wet van 24 Mei 1858 (art. 24).			
								Minimum.	Vermeer- dering voor elk jaar boven de 20 jaar.	Maximum na 40 jaar, veldtochten er in begrepen.	
A	B	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Adjutant-onderofficier en gelijkge- stelden (klerk van het parket en secre- taris-archivaris met rang van adjutant- onderofficier; klerk van het bataillon van administratie; trompetter - majoor der cavalerie; adjudant van het materieel; meestervuurwerker; muziekoverste niet gelijkgesteld met de officieren). Onder- officier der gendarmerie.	800	20	{ 566 670 1,000	{ 28.40 28 30	{ 850 950 1,300	{ 1,275 1,423 1,950	{ 850 950 1,300	{ 680 770 1,000	{ 8.50 9.00 15.00	{ 850 950 1,300	{ 530 630
Eerste sergeant-majoor; eerste op- perwachmeester; sergeant-majoor; opperwachmeester en gelijkgestelden met deze graden (nieuw klas, door de Middelenafdeeling voorgesteld).	700	15	850	25	1,100	1,650	1,100	850	12.50	1,100	550
Eerste sergeant; eerste wachtmeester; sergeant-fourier; wachtmeester - fou- rier; sergeant; wachtmeester en gelij- gestelden met deze graden. Brigadier der gendarmerie en gendarm.	600	10	{ 420 520 700	{ 14 16 25	{ 560 680 950	{ 840 1,020 1,423	{ 700 790 950	{ 560 640 700	{ 7.00 7.50 12.50	{ 700 790 950	{ 224 340 475
Korporaal; brigadier en gelijkgestel- den met deze graden: eerste kleerma- kers-, schoenmakers- en laarzenmakers- gast; hoofsmid met rang van brigadier; cadet-korporaal.	500	10	{ 328 420 600	{ 8.20 9 20	{ 410 510 800	{ 615 765 1,200	{ 500 600 800	{ 410 490 600	{ 4.50 5.50 10.00	{ 500 600 800	{ 172 260 400
Soldaat en gelijkgestelden (hoorn- blazer; trompetter; leerling-muzikant; hoefsmid; werkmans; cadet-soldaat en pupil van het leger, meer dan 16 jaar oud) (1).	550	10	{ 274 368 450	{ 6.80 12 15	{ 342 486 600	{ 515 729 900	{ 480 580 600	{ 342 440 450	{ 6.90 7.00 7.50	{ 480 580 600	{ 152 240 340

(1) De pensioenen der leerlingen van de Militaire School worden geregeld volgens den graad dien zij op de registers van het leger bekleeden en die der bezoldigden van den hulpdienst volgens den graad waarmede ze zijn gelijkgesteld bij de koninklijke besluiten die de militaire rangschikking vaststellen.

(29)

BIJLAGE

Nota van het Departement van Oorlog betreffende het bepaalde in het 2^o lid van artikel 1 van het ontwerp der Regeering.

VERGELDING IN ZAKE VAN MILITIE.

De wet van 3 Juli 1870 betreffende de vergelding voor militieplichtigen bracht een bijzonder fonds tot stand, bestemd tot het verleen van eene levensrente aan elken militieplichtige die van den dienst voorgoed is vrijgesteld en den leeftijd van 55 jaren heeft bereikt (art. 4) of die, vóór dezen leeftijd, onbekwaam mocht zijn om in zijn onderhoud te voorzien door het verlies van een lidmaat, van een orgaan, door eene voortdurende krankheid voortspruitende uit een ongeval voorgekomen in de uitoefening of bij de gelegenheid der uitoefening van zijn beroep (art. 5).

Om deze rente te vestigen, werd op het credit van den militieplichtige gebracht eene vaste som van 150 frank en eene som van 12 centiemen per dag aanwezigheid voor gansch den duur van den gewonen dienstdtijd en van den dienstdtijd gedaan naar aanleiding van terugroeping in vreedstijd (art. 3). De levensrente stond gelijk met $\frac{5}{9}$ der som, aldus op het credit van den militieplichtige gebracht (art. 4).

Echter, de vereffening van dit bijzonder fonds werd voorgeschreven bij artikel 1 der wet van 5 April 1875. De belanghebbenden (militieplichtigen van 1871, 1872, 1873 of 1874) hadden de keuze tusschen een renteboekje, vertegenwoordigende het saldo hunner rekening, en het behoud van het gebeurlijk recht op de rente. De vergelding voor de militairen, die hunne voorkeur hadden gegeven aan dit laatste stelsel, werd geheeten « uitgestelde vergelding »; naar luid van de ministerieele onderrichting van 14 December 1875, bestaat zij « in het vestigen eener levensrente; zij werd tot stand » gebracht krachtens de wet van 5 Januari 1870, waarvan de bepalingen van » toepassing blijven op de militieplichtigen der klassen van 1871, 1872, 1873 » en 1874, die verklaarden te willen behouden het gebeurlijk recht op deze » rente ».

Wanneer zij, die hebben verkozen in genot te treden van bedoelde rente, tevens aan de vereischten voldoen om een militair pensioen te bekomen, *kunnen zij niet gelijktijdig genieten* hunne levensrente en de algeheelheid van het militair pensioen vastgesteld overeenkomstig de wettelijke bepa-

lingen betreffende al de militairen. Artikel 2 der wet van 14 Maart 1880 bepaalt dat tot het berekenen van hun militair pensioen worden afgetrokken de dagen waarvoor de som van fr. 0.12 op hun credit werd gebracht.

*
* * *

Er valt aan te merken dat de vergelding van 1902 niet is eene aanvulling van soldij, doch eene vergelding is gebleven in den zin van artikel 1 der wet van 5 April 1875, vergelding welke behouden werd in de wet van 21 Maart 1902 en tot nu toe niet werd gewijzigd.

Anderdeels, heeft de wet van 21 Maart 1902, het doel, dat de wetgever van 1870 zich voorstelde door middel van het stelsel der uitgestelde vergelding, bereikt door den Staat te belasten met het verzekeren van eene levensrente aan de belanghebbenden.

De afhouding, gedaan door het wetsontwerp houdende herziening der pensioenen, is dus een gevolg van de wet van 14 Maart 1880 waarbij het beginsel wordt gehuldigd, dat men niet twee pensioenen te gelijker tijd voor denzelfden diensttijd kan trekken.

*
* * *

Laat ons thans nagaan welke geldmiddelen de huidige vergelding kan verstrekken aan de onderofficieren, korporalen en soldaten.

Onderstaande tabel bepaalt, eensdeels, (kolom 2) de algeheele maandelijksche vergelding verleend aan elke soort van militairen, en anderdeels, (kol. 3, 4 en 5) de wijze van verdeeling of betaling der verleende gelden, overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 September 1902 genomen ter uitvoering van de wet op de vergelding.

SOORTEN.	Algeheele maandelijksche vergeldding.	Verdeeling der vergelding.				
		Afhouding ten bate der familie.	Som, aan de militairen ter hand gesteld.	Sommen gestort ter spaarkas.		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		
Militieplichtigen en plaatsvervangers van broeder (voet- volk).	25	15	—	10		
Militieplichtigen en plaatsvervangers van broeder (rui- terij).	50	15	—	15		
Vrijwilligers van het contingent	50	15	—	15		
Vrijwilligers van beroep te rekenen van den leeftijd van 18 jaar.	55	15	5	15		
Die hebben bijgeleekend in de verschillende soorten.	Soldaten	ongehuwd.	55	—	10	25
		gehuwd	55	—	25	10
	Korporalen of Brigadiers	ongehuwd.	40	—	10	50
		gehuwd.	40	—	50	10
	Ouder- officieren	ongehuwd.	50	—	10	40
		gehuwd	50	—	40	40

De militairen, die de vergelding ontvangen, zijn aangesloten bij de Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat. Daartoe storten zij jaarlijks in gezegde kas eene som van 15 frank, welke wordt afgehouden van hunne vergelding en is bestemd om hun een pensioen te verzekeren. Deze som geeft hun recht op de jaarlijksche aanmoedigingspremiën toegekend door de wet op de ouderdomspensioenen, namelijk op 60 centiemen per frank of $15 \times 0.60 = 9$ frank.

Uit de berekening blijkt, dat zoo, volgens de bepalingen der wet op de ouderdomspensioenen, de premie ten bedrage van 9 frank wordt toegekend gedurende twee en twintig jaren diensttijd, m. a. w., te rekenen van het oogenblik waarop de militair de vergelding trekt (leeftijd van 18 jaar) tot op den leeftijd van 40 jaar, de rente verworven ten gevolge van de ononderbroken stortingen van 15 frank, bedragen zal :

166 frank, ingeval de storting geschiedde met afstand van kapitaal ;

116 frank, ingeval de storting geschiedde met voorbehoud van kapitaal.

Niettemin moet men aanmerken dat, naar luid der wet, de rechthebbende de verworven rente niet trekken mag dan te rekenen van elk voltrokken jaar van af 55 jaar tot 65 jaar.

Bijgevolg, zoo de verzekerde gedurende zijn leven — na den leeftijd van 55 jaar — het voorbehouden kapitaal en de rente eischt, zal hij bekomen 334 frank (kapitaal) en eene jaarlijksche rente van 116 frank.

Anderzijds, moet men in acht nemen dat de vrijwilliger die niet heeft bijgeteekend (van 18 tot 21 jaar) — na aftrek der 15 frank welke jaarlijks van zijne vergelding worden afgehouden ten bate van de Lijfrentekas — elk jaar eene som van 165 frank stort in de Spaarkas, wat uitmaakt twaalf stortingen van 15 frank, min de in de Lijfrentekas gestorte 15 frank. Zoo deze vrijwilliger bijteekent, dus na den leeftijd van 21 jaar, wordt deze som jaarlijks gebracht tot op 465, 345 of 285 frank, maar gelang dat hij den rang van onderofficier, korporaal of soldaat bekleedt.

Deze sommen worden volgenderwijs verworven :

Onderofficier. $40 \times 12 = 480 - 15$ (Lijfrentekas) = 465.

Korporaal $30 \times 12 = 360 - 15$ — = 345.

Soldaat $25 \times 12 = 300 - 15$ — = 285.

Uit de inlichtingen verstrekt door het bestuur der Spaarkas van den Staat blijkt, dat de beroepsvrijwilligers uit dien hoofde zullen beschikken over de hieronder gemelde kapitalen, volgens hunnen graad en gesteld dat zij op den leeftijd van 18 jaar in dienst getreden zijn en ongehuwd zijn gebleven :

GRAAD	Kapitaal op den leeftijd van					
	40 jaar	50 jaar	55 jaar	58 jaar	59 jaar	60 jaar
Onderofficier . .	12.715	22.478	28.555	32.656	34.406	35.599
Korporaal . . .	9.666	16.991	21.549	24.626	25.713	26.834
Soldaat	8.142	14.247	18.046	20.610	21.517	22.451

Maakt men het totaal van : a) het militair pensioen (huidig bedrag) voor de minst erge krankheden; b) het pensioen van de Lijfrentekas; c) de in de Spaarkas gestorte sommen, dan is — op 55 jarigen leeftijd — de toestand, geldelijk opzicht, van den vrijwilliger die op den leeftijd van 18 jaar in dienst trad en ongehuwd is gebleven, de volgende :

GRAAD.	Pensioen			Kapitaal bij de spaarkas.	Pensioen			Kapitaal bij de spaarkas.
	militair pensioen uit hoofde van krankheid — (Na 57 jaren dienst.)	van wege de lijfrentekas. — (Stortingen met afstand van kapitaal.)	Te zamen.		militair pensioen uit hoofde van krankheid — (Na 57 jaren dienst.)	van wege de lijfrentekas. — (Stortingen met voorbehoud van kapitaal.)	Te zamen.	
Adjutant . . .	989	166	1,155	28,555	989	116	1,105	28,555
Onder-officier . .	815	166	981	28,555	815	116	951	28,555
Korporaal . . .	584	166	750	21,549	584	116	700	21,549
Soldaat	459	166	625	18,046	459	116	575	18,046

Het kan nuttig zijn aan te merken dat artikel 20 van het Koninklijk Besluit tot regeling van de uitvoering der wetsbepalingen betreffende de vergelding, toelaat, de in de Spaarkas gestorte sommen bij voorbaat gedeeltelijk of in haar geheel terug te trekken. Gesteld dat de militair, door middel van deze terugtrekkingen, in de Lijfrentekas maandelijksche stortingen doet tot een bedrag van 60 frank 's jaars — in de plaats van 15 — dan worden de aanwijzingen der tabel gewijzigd als volgt :

Adjutant . . .	989	475	1,464	25,545	989	275	1,262	25,545
Onder-officier . .	815	475	1,290	25,545	815	275	1,088	25,545
Korporaal . . .	584	475	1,059	18,558	584	275	857	18,558
Soldaat	459	475	934	15,055	459	275	732	15,055

Eindelijk, zoo de stortingen in de Lijfrentekas werden berekend derwijze dat zij de hoogste door gezegde kas verzekerde rente, zijnde 1,200 frank, opbrengen, dan beschikken de belanghebbenden over de volgende middelen :

Adjutant . . .	989	1,200	2,189	19,760	989	1,200	2,189	15,042
Onder-officier . .	815	1,200	2,015	19,760	815	1,200	2,015	15,042
Corporaal . . .	584	1,200	1,784	12,532	584	1,200	1,784	4,175
Soldaat	459	1,200	1,659	8,477	459	(1)1,155	1,614	—

Daaruit blijkt, dat, zoo de hulpelden, door den Staat verleend bij wijze van vergelding en vermeerderd met het militair pensioen, wijselijk worden

(1) Voor den soldaat is dit de hoogste rente die hem kan verzekerd worden, wanneer hij, met voorbehoud van kapitaal bij de Lijfrentekas, geheel zijn tegoed stort in de Spaarkas.

aangewend, een adjudant op den leeftijd van 55 jaar en na 37 jaren dienst een jaarlijksch inkomen van 2,189 frank kan genieten; een andere onder-officier, 2,015 frank; beiden kunnen daarenboven nog beschikken over eene som van 19,760 frank; een korporaal kan trekken 1,784 frank rente en 12,552 frank kapitaal; een eenvoudige soldaat 1,659 frank rente en 8,477 frank kapitaal.

Gesteld dat zij het beschikbare kapitaal met 3 t. h. winstgevend maken door middel van Staatsfondsen of door middel van eene andere verrichting, dan kunnen zij eene totale rente genieten van :

2,781	frank	voor den adjudant;
2,607	— —	onderofficier;
2,160	— —	korporaal;
1,913	— —	soldaat.

Eindelijk, indien het beschikbaar kapitaal door de belanghebbenden wordt belegd in levensrenten, dan zou dit kapitaal, volgens de tarieven der algemeene verzekeringen, een jaarlijksche rente van fr. 7.25 opbrengen voor eene storting van 100 frank, bijgevolg 1,432 frank ten bate van den onder-officier, 908 frank voor den korporaal, 614 frank voor den soldaat, wat in het geheel uitmaakt :

3,621	frank	voor den adjudant;
3,447	— —	onderofficier;
2,692	— —	korporaal;
2,273	— —	soldaat.

Wat de gehuwden aangaat, is het niet mogelijk nauwkeurige aanwijzingen te geven betreffende den eventueelen geldelijken toestand der gehuwden, daar deze moet voortspruiten vooral uit den min of meer gevorderden leeftijd waarop zij het huwelijk aangaan. Niettemin zullen zij die geen zwaren familielast hebben en zich bewust zijn van de voordeelen hun door de voorzorgsinstellingen verstrekt, ongetwijfeld zich niet bepalen bij het storten, in de Spaarkas, alleen van de som van 10 frank welke maandelijks wordt afgehouden van hunne vergelding; zij zullen zich een tweede en soms een derde spaarboekje aanschaffen door als private persoon — op den naam der vrouw of der kinderen — in de Spaarkas te storten al de sommen of een deel der sommen welke hun, naar luid van artikel 10 van het Koninklijk Besluit van 12 September 1902, worden overhandigd.

